La figure qui illustre la couverture s'inspire d'un hiéroglyphe représentant l'oeil pénétrant d'Horus, le tout-puissant dieu du ciel, de l'ancienne Égypte. Divisé en parties, cet « oeil aérien » servait à calculer les fractions. Curieusement, plutôt qu'un nombre entier, ou parfait, la somme de ses parties égalait 63/64. De même, le processus de vérification n'atteindra probablement jamais la perfection.

De nos jours, l'un des éléments essentiels du processus multilatéral de vérification aux fins du contrôle des armements, est sans doute le système de télédétection qui, déployé dans l'espace, fait figure « d'oeil aérien » discret. Diverses méthodes de vérification, notamment l'utilisation de capteurs aéroportés et au sol, ainsi que certaines formes d'inspection sur place et de surveillance, ajoutent à l'efficacité de ce système opérant dans l'espace. Comme l'oeil d'Horus, l'oeil de la vérification est la somme de tous ces moyens techniques. Il reste que la vérification matérielle ne constituera pas nécessairement une solution définitive. Il est même probable que le processus reste entaché d'une certaine incertitude. En conséquence, la vérification ne sera adéquate et efficace que si l'on fait appel à l'élément intangible qu'est le jugement, représenté par la partie cachée de l'oeil d'Horus.

Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements

La Direction du contrôle des armements et du désarmement d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, publie occasionnellement des études sur la vérification du contrôle des armements, afin de diffuser, dans le cadre des travaux suivis que le ministère effectue dans ce domaine, les résultats de recherches indépendantes réalisées pour le compte de ce dernier.

Les opinions exprimées dans ces rapports sont personnelles et ne reflètent pas nécessairement celles d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada ou du Gouvernement du Canada.

An English version of this study is available.

To obtain a copy please contact:
Arms Control and Disarmament Division
External Affairs and International Trade Canada
Tower A
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
Canada
K1A 0G2

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
No de cat. E54-815-1990F
ISBN 0-662-96241-9
ISNN 0840-7983

Août 1990

91-02372/

Considérations de sécurité et vérification d'un régime de contrôle des armements en Amérique centrale

par H.P. Klepak, professeur

Département d'études stratégiques

Collège militaire royal de Saint-Jean

Document rédigé pour le compte de

la Direction du contrôle des armements et du désarmement

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada

Ottawa (Ontario), Canada

Données de catalogage avant publication (Canada)

Klepak, H.P. (Hal P.)

Considérations de sécurité et vérification d'un régime de contrôle des armements en Amérique centrale

(Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements ; ISSN 0840-7983, nº 5) Publié en anglais sous le titre : *Security Considerations and Verification of a Central American Arms Control Regime.*
Comprend des références bibliographiques
ISBN 0-662-96241-9
No de cat. MAS E54-8/5-1990F

1. Armement — Contrôle — Vérification. 2. Amérique centrale — Aspects stratégiques. I. Canada. Direction du contrôle des armements et du désarmement. II. Titre. III. Collection.

JX1974.K5314 1990 327.'74'09728 C90-098673-5

Table des matières

	Page
Liste des tableaux et figures	v
Résumé	vi
Abstract	vi
Resumen	vi
Préface	vii
Addenda de l'auteur	viii
Remerciements	ix
Liste des abréviations	x
INTRODUCTION	1
HISTORIQUE	4
Le processus de paix en Amérique centrale	6
PERCEPTIONS DE MENACE	13
Le Guatemala	15
El Salvador	17
Le Honduras	19
Le Costa Rica	22
Le Nicaragua	23
Autres	26
MODIFICATION DES PERCEPTIONS DE MENACE	29
Le terrain	29
Armes offensives contre armes défensives	32
Facteurs politiques	33
RÉGIME POSSIBLE DE CONTRÔLE DES ARMEMENTS	35
Le Guatemala	38
Le Honduras	38
El Salvador	39
Le Nicaragua	39
Le Costa Rica	40

QUE VÉRIFIERAIT-ON? 42

COMMENT PROCÉDERAIT-ON À CETTE VÉRIFICATION? 49

QUI FERAIT LA VÉRIFICATION? 55

PERSPECTIVES ET CONCLUSION 63

NOTES 66

ANNEXE A — Chronologie des événements politiques et militaires — 1962 à 1989 68

ANNEXE B — Carte de l'Amérique centrale 74

ANNEXE C — Croissance des forces armées en Amérique centrale — 1972 à 1989 76

ANNEXE D — Principaux points des accords 77

BIBLIOGRAPHIE 79

Liste des tableaux et figures

		Page
Tableau 1 :	Perception de menace au Guatemala	16
Tableau 2 :	Perception de menace en El Salvador	18
Tableau 3 :	Perception de menace au Honduras	20
Tableau 4 :	Perception de menace au Costa Rica	23
Tableau 5 :	Perception de menace au Nicaragua	24
Tableau 6 :	Perception de menace aux États-Unis	27
Figure 1 :	Comment le terrain en Amérique centrale favorise les opérations militaires défensives	30
Figure 2 :	Perceptions de menace dans la région de l'Amérique centrale	36

Résumé

Le présent document traite des antécédents, des contextes possibles et surtout des difficultés que pourrait présenter la vérification d'un régime de contrôle des armements en Amérique centrale. Le document commence par une brève analyse de la situation politique, militaire et diplomatique entourant la crise régionale, afin de préparer le lecteur à la partie suivante. Les chapitres subséquents offrent une analyse des perceptions de menace relatives des États d'Amérique centrale, pris individuellement, de la possibilité de modifier ces perceptions de menace en se basant sur diverses considérations incluant le terrain, la combinaison d'armes offensives et défensives et enfin les facteurs politiques. Un régime de contrôle des armements pour la région est alors proposé, suivi d'une discussion plus approfondie de ce qui devrait, en fait, être vérifié sous un tel régime, comment cette vérification pourrait être conduite, de même que le meilleur moyen pour y arriver.

Abstract

This paper discusses the background to, likely contexts of, and likely difficulties with the verification of a possible Central American arms control regime. It begins with a brief geographic, political and military overview of the regional crisis, setting the stage for the discussion to follow. Further chapters offer an analysis of the relative threat perceptions of the individual Central American states, the potential for a revision of those threat perceptions based upon a number of factors, including the terrain, the offensive and defensive weapons mix and political factors. It then proposes one possible arms control regime for the region, followed by a more in-depth discussion of what would actually have to be verified under such a regime, how the verifying might in fact be carried out, and who might best do it.

Resumen

Este trabajo estudia los antecedentes, posibles contextos y dificultades probables que sucitaría la verificación de un régimen de control de armamentos en América Central. Comienza con un breve análisis geográfico, político, y militar de la crisis regional, estableciendo el marco para el debate que tendrá lugar. Los capítulos siguientes ofrencen un analisis de las percepciones de amenaza relativas de cada uno de los estados centroamericanos, de la posibilidad de cambiar estas percepciones de amenaza basado sobre varios factores incluyendo el terreno, la política y la combinación de armas offensivas y defensivas. A continuación propone un régimen de control de armamentos para la región, seguido de una discusión más detenida de lo que tendría que ser verificado realmente bajo dicho régimen, cómo podría llevarse a cabo de hecho la verificación, y quién podría hacerla mejor.

Préface

L'intérêt que manifeste le Canada pour le processus de paix en Amérique centrale n'est pas nouveau. Il s'est régulièrement exprimé par son soutien aux initiatives de paix dans la région, notamment celles du Groupe de Contadora, et par des offres d'aide pour de nombreuses activités visant à trouver une solution aux conflits. Au fil des ans, cet intérêt a amené la communauté internationale, et en particulier les États d'Amérique centrale, à attendre du Canada qu'il favorise le processus autant que possible.

La probabilité d'une intervention canadienne d'une certaine envergure s'est donc accrue avec les années. En fait, le Canada participe déjà à la préparation de plans relatifs à des ententes de vérification liées à un traité de paix dans la région. Au cours des derniers mois, il a également participé à la préparation d'une mission d'observation des Nations Unies en Amérique centrale.

Parallèlement, le service de vérification et de recherche d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada a élaboré et mis en oeuvre un programme de recherches portant sur tout un ensemble de questions liées à la vérification des accords sur le contrôle des armements et à ses répercussions. Ces travaux ont donné lieu à plusieurs publications, dont l'une de l'auteur du présent document qui porte sur le contrôle régional des armements dans les pays du Tiers-Monde. Le Service de vérification persiste à croire que l'expérience acquise dans les autres parties du monde lui sera utile pour traiter de problèmes semblables en Europe centrale, et vice-versa.

La première étude du présent auteur « Vérification d'un accord de paix en Amérique centrale »* examine le contexte dans lequel est conduite la vérification de tous les aspects touchant à la sécurité et aux politiques d'un plan de paix général en Amérique centrale. Cette seconde étude porte sur la vérification d'un régime de contrôle des armements qui pourrait aider à instaurer un climat de confiance dans les États de la région, lesquels sont confrontés à l'obstacle majeur d'une méfiance mutuelle.

Remarque : Il est évident, d'après le texte de ce manuscrit, que celui-ci a été soumis avant que la décision de déployer des forces n'ait été prise afin de répondre à la requête du Secrétaire général des Nations Unies. Étant donné que ce document avait pour objet d'ouvrir la discussion sur les exigences à long terme d'un régime de contrôle des armements en Amérique centrale, nous n'avons pas cherché à faire une mise à jour immédiate d'une situation en évolution constante et rapide.

* *Étude ponctuelle sur la vérification du contrôle des armements*, n° 2 (Ottawa, ministère des Affaires extérieures, 1989)

Addenda de l'auteur

Les événements en Amérique centrale, comme dans de nombreuses autres parties du monde, se déroulent à un rythme extraordinairement rapide depuis quelques mois. À l'issue des recherches relatives à cette publication, les élections n'avaient pas encore eu lieu au Nicaragua, aucun accord n'était intervenu sur le désarmement des contras, et la paix en El Salvador semblait éloignée.

Au printemps, la situation en Amérique centrale paraissait fort différente de ce qu'elle était seulement deux mois plus tôt, et, pour cette raison, le travail effectué juste avant cette époque peut sembler avoir perdu beaucoup de sa pertinence. À la surprise de la plupart des observateurs, le Nicaragua est dirigé par un gouvernement démocratique et pluraliste fort bien vu de Washington et de la plupart des populations libérales de l'Occident. Les négociations entre le gouvernement et l'opposition armée en El Salvador, bien que loin d'être entièrement favorables, ont progressé beaucoup plus que l'on pouvait s'y attendre auparavant.

La présente étude examine divers facteurs influant sur le régime de contrôle des armements en Amérique centrale. L'auteur croit fermement que beaucoup de ces facteurs restent tout au moins largement applicables. Il se penche sur le contexte politique et militaire pour déterminer de quel genre de vérification devrait être assorti un tel régime. Malheureusement, malgré les progrès réalisés récemment sur la voie de la paix, la situation est encore loin de favoriser le respect mutuel et l'acceptation générale du statu quo dans la région. El Salvador et le Honduras n'ont nullement accepté de mettre fin définitivement à leur différend frontalier. Au Guatemala, la violence causée par la guérilla va croissant. Le parti au pouvoir au Nicaragua, l'UNO, est loin d'être appuyé par toute la population et de faire l'unité dans ses propres rangs. La position des Sandinistes dans les forces armées de ce pays invite encore à la prudence lorsqu'il est question de paix durable. Enfin, lorsque la probabilité d'une stabilité généralisée dans la région est envisagée, les récents événements au Panama ainsi que le trafic des drogues et la militarisation croissante qu'on y observe appellent à la circonspection.

L'étude veut souligner les facteurs qui tendent à perdurer et qui sont difficiles à régler. Voilà pourquoi l'auteur estime que leur examen reste pertinent. L'intervention accrue des Nations Unies et de l'Organisation des États américains ainsi que l'action du Canada montrent bien qu'il faut de plus en plus essayer de faire durer la paix en Amérique centrale. En s'arrêtant aux perceptions que les pays intéressés ont des menaces, perceptions qui ont évolué sans disparaître, l'auteur espère avoir apporté une contribution utile et toujours valable à la compréhension des questions reliées à la vérification d'un éventuel régime de contrôle des armements en Amérique centrale.

H.P. Klepak ; juin 1990

Remerciements

Ce document a pu voir le jour grâce au soutien, à la bonne humeur et à la souplesse de très nombreuses personnes. À cet égard, je remercie particulièrement l'administration du Collège militaire royal pour son encouragement et le service de vérification et de recherche d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada pour son appui.

Je tiens à remercier, pour l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée, le sous-lieutenant Donald Neill, le sous-lieutenant intérimaire Dean Martins, M. Pierre Bouchard et M. Michael Losey.

Liste des abréviations

CEE	Communauté économique européenne
CIVS	Commission internationale de vérification et de suivi (CIVS d'après l'acronyme espagnol)
CONDECA	Conseil de défense centraméricain (CONDECA, d'après l'acronyme espagnol)
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
É.-U.	États-Unis
FMLN	Front Farabundo Marti de libération nationale (Frente Farabundo Marti de Liberación Nacional)
FSLN	Front sandiniste de libération nationale (Frente Sandinista de Liberación Nacional)
ICPSI	Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
MRC	Mesures de restauration de la confiance
OEA	Organisation des États américains
ONU	Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Introduction

L'Amérique centrale a largement entamé sa seconde décennie de conflits graves et de crise internationale. Cette région, où l'ampleur des combats avait diminué depuis le début des années 1960, est devenue le théâtre de guerres intenses dès 1978, année capitale. L'année suivante a été marquée par l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche au Nicaragua qui s'est rapidement trouvé aux prises avec ses voisins aux régimes plus conservateurs ainsi qu'avec la superpuissance de la région, les États-Unis.

Dès le début des années 1980, l'insurrection s'est intensifiée en El Salvador, et le régime du Nicaragua a connu la menace croissante des forces contre-révolutionnaires connues sous le nom de contras. Ailleurs dans la région, l'instabilité devenait aussi plus marquée à mesure que la guérilla, qui fermentait depuis longtemps au Guatemala, prenait de l'ampleur jusqu'aux victoires décisives du gouvernement en 1983 et 1984.

L'agitation couvait même dans les pays relativement calmes de la région. Au Honduras, le coin tranquille de l'Amérique centrale, de petites troupes de guérillas engageaient des combats. En outre, au Costa Rica, le seul État démocratique aux assises solides de la région, composé surtout d'une classe moyenne, les troubles sociaux devenaient plus intenses.

Cette situation a suscité une série d'initiatives diplomatiques, en Amérique latine, en Europe de l'Ouest et ailleurs, en vue de ramener la paix dans la région. Mais aucune de ces tentatives n'a abouti. Le vaste éventail et la complexité des questions en jeu dans la région, auxquels s'ajoute l'engagement dans les conflits de puissances extérieures, ont encore compliqué les efforts entrepris pour rétablir la paix.

Dès le début du conflit, le Canada a tenté de trouver une solution susceptible de faire régner la paix dans toute la région, de stimuler la croissance économique et de favoriser la justice sociale, de rassurer les États-Unis sur ses préoccupations légitimes en matière de sécurité relatives à l'instabilité de la région, et d'établir un climat de sécurité à long terme qui puisse satisfaire tous les États concernés.

Une paix durable en Amérique centrale exige, bien entendu, une réduction des tensions dues à la méfiance qui sévit de manière endémique ainsi qu'à la perception croissante de menace que chacune des cinq républiques entretient à l'égard des États avoisinants. L'Amérique centrale est une zone fortement armée, surtout si l'on considère l'importance relativement peu élevée des forces militaires traditionnellement présentes dans la région. Des années de guerre civile, d'insurrection, de menaces de guerre, d'interventions internationales et d'instabilité

générale ont alimenté la croissance spectaculaire des forces armées qui, à son tour, a alimenté les conflits. Étant donné le climat ambiant de méfiance mutuelle, il n'est pas surprenant que l'augmentation des effectifs et des ressources d'une armée entraîne généralement une réaction de la part des États voisins qui compensent normalement en renforçant leurs propres forces armées.

Le présent document propose certains éléments dont il faut tenir compte dans toute discussion d'un régime de contrôle des armements dans la région et, plus particulièrement, des conditions de la vérification d'un tel régime. Nul doute que le besoin de mesures de restauration de la confiance dans le contexte politique centraméricain soit pressant. Étant donné le rôle et la puissance des forces armées régionales, ces mesures seront, nécessairement, surtout d'ordre militaire, ou du moins liées à la défense. La perception de menace découle directement de la méfiance permanente et de la militarisation de tous les pays de la région. Un régime de contrôle des armements pourrait jouer un rôle déterminant dans le renversement de cette tendance. Toutefois, étant donné le degré de méfiance mutuelle dans les pays centraméricains, sans parler de la méfiance entre les groupes au sein d'un même pays, le succès à court et à long terme d'un accord sur le contrôle des armements tiendra essentiellement à la vérification d'un tel accord.

La présente étude donne un bref historique de la crise actuelle, suivi d'une courte introduction au contexte des perceptions de menace en Amérique centrale. Elle présente ensuite certains facteurs qui pourraient réduire ces perceptions de menace, et propose ainsi, espérons-le, des moyens de mettre sur pied un régime de contrôle des armements dans la région. Le court chapitre suivant fournit l'ébauche d'un tel régime. Il est suivi d'un examen de ce qui devrait être vérifié sous un tel régime, puis d'une discussion portant sur la manière de procéder à cette vérification et sur l'identité de ceux qui pourraient, en fait, la faire. Les dernières parties de l'étude traitent de certains obstacles précis aux progrès dans cette région et attirent l'attention sur des perspectives et des conclusions.

L'étude tient compte de contraintes et d'hypothèses nombreuses. Il est tenu pour acquis qu'aucun régime de contrôle des armements ne sera établi tant que les forces irrégulières engagées contre les régimes établis de la région ne seront pas désarmées. Il y est également reconnu que le manque d'information, ou la désinformation, rend l'analyse des affaires politiques et, surtout, militaires d'Amérique centrale, extrêmement risquée. L'exactitude des évaluations est en outre limitée par le manque de fiabilité de nombreuses données portant sur toute la gamme de préoccupations d'ordre politique et militaire dont nous cherchons à traiter dans cette étude.

Il nous faut également souligner dès le début que l'on peut parfois douter de la « volonté » réelle des parties concernées « de trouver une solution pacifique » aux conflits et aux crises dans la région. Il est possible que des intérêts bien

implantés se servent du processus de paix pour freiner ou, en fait, arrêter, l'incitation au changement. Les forces rebelles sont parfois amplement accoutumées aux longs combats à n'en plus finir, d'une intensité relativement faible, et il se peut bien que ni le gouvernement, ni les forces rebelles ne s'intéressent fort à voir se conclure des accords de paix qui exigent d'importants compromis de leur part. En ce qui concerne les forces armées, il ne fait aucun doute que les compressions dans les effectifs, le matériel et les moyens, qui seront, dans la plupart des cas, essentielles à la mise en place d'un régime de contrôle des armements, se heurteront à une forte opposition, ou du moins à de l'obstructionnisme. Ces forces armées sont, bien entendu, des éléments extrêmement puissants de tous les gouvernements de la région, à l'exception du Costa Rica, et ce sont elles qui, plus souvent qu'autrement, tirent véritablement les ficelles. Tout régime de vérification doit constamment tenir compte de cet état de choses, vu surtout la tendance qu'ont les extrémistes de droite des forces de plusieurs de ces pays de se faire eux-mêmes justice lorsqu'il y va de leurs intérêts collectifs.

Il faut donc tenir compte de nombreuses variables en tentant de définir les aspects de la vérification d'un régime de contrôle des armements pour la région centraméricaine. Néanmoins, l'absence de toute discussion approfondie préalable des facteurs en jeu combinée à la valeur possible d'un tel processus de vérification pour un régime de contrôle des armements justifient cet exercice.

Historique

L'expression Amérique centrale recouvre, traditionnellement, les cinq républiques du Guatemala, du Honduras, d'El Salvador, du Nicaragua et du Costa Rica. Le Belize, qui était encore tout récemment une colonie britannique, est normalement considéré plutôt comme un État des Caraïbes qu'un État centraméricain, bien que géographiquement il fasse partie de la région. De même, le Panama peut être considéré comme un pays centraméricain, mais en raison de son intégration historique, au départ, à la colonie espagnole de la Nouvelle-Grenade et, en deuxième lieu, dans la république de Colombie, il est normalement considéré comme un pays d'Amérique du Sud. Pour les besoins de notre étude, nous retiendrons donc la définition historique des cinq États qui faisaient partie du territoire de la capitainerie générale du Guatemala, unité administrative regroupant les colonies espagnoles de la région.

Ce grand Guatemala colonial est, à bien des égards, une région presque oubliée de l'Empire espagnol, en raison de l'absence relative de ressources minérales précieuses et de sa faible population locale. Toutefois, en dépit de l'indifférence de Madrid, d'autres puissances actives dans les Caraïbes, surtout la Grande-Bretagne, trouvent de bonnes raisons de s'intéresser de plus en plus aux régions côtières. La position stratégique de l'Amérique centrale en travers des routes maritimes menant à l'isthme de Panama est un motif permanent. Ce facteur est d'ailleurs évident dès les premières années de la conquête espagnole. En outre, le réseau fluvial du Nicaragua formé par le Rio San Juan et le lac Nicaragua semble offrir une voie de passage plus courte entre la région et l'Europe.

Pendant les années qui suivent l'indépendance, cette situation stratégique suscite de plus en plus l'intérêt des grandes puissances, surtout de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Il faut cependant mentionner une fois de plus que la voie panaméenne implique des relations avec l'État sud-américain de Colombie et non, à strictement parler, avec l'Amérique centrale. Ainsi, pendant une grande partie du XIX^{e} siècle, l'Amérique centrale reste une région à l'écart des grands développements impériaux et même latino-américains. Ce sentiment d'isolement est en fait renforcé par les mouvements d'indépendance locaux, qui sont largement des insurrections fomentées par des forces essentiellement conservatrices contre le gouvernement de Madrid jugé trop libéral.

Par conséquent, ces insurrections, dépourvues de tout contexte social révolutionnaire, n'améliorent pas beaucoup l'état de misère de la majorité de la population. Avec les progrès de la division internationale du travail en Amérique latine, au cours des années précédant la Première Guerre mondiale, l'Amérique centrale partage (bien qu'un peu tardivement et de manière plutôt tronquée) la croissance économique de l'ensemble de la région. Les monocultures ou, au mieux,

les économies agricoles axées sur quelques cultures d'exportation seulement, deviennent la norme, et les investissements des compagnies américaines et européennes amènent les grandes puissances à s'intéresser de plus en plus aux cinq républiques locales. Après la Première Guerre mondiale, la Dépression, et la Seconde Guerre mondiale, il devient évident qu'aucune autre puissance ne peut concurrencer la suprématie des États-Unis dans la région. En fait, dès la fin du premier de ces grands bouleversements de la division internationale du travail, les États-Unis ne sont plus sur un pied d'égalité avec les autres pays en Amérique centrale. Washington finit par dominer les structures des investissements et du commerce des cinq républiques, et les interventions tant politiques que militaires dans leurs affaires intérieures deviennent monnaie courante.

Sur le plan militaire, l'alliance entre les États-Unis et les républiques centraméricaines durant la Seconde Guerre mondiale, puis le pacte de Rio en 1947 et la charte de l'OEA en 1948, amènent les forces armées d'Amérique centrale à s'intégrer de plus en plus dans les relations de collaboration déjà solides entre les investisseurs étrangers et les oligarchies locales d'Amérique centrale. L'arrivée temporaire des réformistes de gauche au Guatemala en 1954 et, de manière plus permanente et radicale, du communisme castriste à Cuba après 1959, transforment cette coopération militaire en une alliance permanente et étroite d'intérêts communs visant à la stabilité et au conservatisme.

Le cadre géographique renforce également les tendances négatives du développement et de l'indépendance nationale en Amérique centrale. De manière générale, la région est dominée au centre par de hautes montagnes qui font place à des plaines le long des côtes du Pacifique et de l'Atlantique (mer des Antilles). Les innombrables rivières et ruisseaux coulant des montagnes divisent ensuite les plaines où l'on trouve des savanes relativement fertiles à l'ouest, et des forêts, ou même la jungle, à l'est. Les cinq républiques présentent donc une grande variété de caractéristiques géographiques, ce qui a gêné le développement des transports et autres moyens de communications et, par conséquent, de l'économie en général. Les hautes montagnes de la région du centre sont des obstacles sérieux au commerce à l'intérieur des pays mêmes. Le fait que le régime impérial d'abord, et la communauté internationale ensuite, ne se soient pas souciés d'aménager une infrastructure routière, puis ferroviaire (sauf pour l'exploitation des ressources primaires), signifie que ces problèmes liés au cadre géographique vont, pour la plupart, persister.

Cette région est donc composée de collectivités isolées; de quelques oligarchies qui cohabitent avec des masses pauvres; de classes moyennes peu nombreuses et peu solides. En dépit de la très petite étendue de la région, et de sa faible population, il est difficile de s'y déplacer, sauf par avion, et les divisions politiques sont très ancrées. Dans cette région, le genre d'ingérence mutuelle dans les affaires des autres qui semblait endémique durant les années 1980 a été en fait rarement absent au cours des quelque 165 années qui ont suivi l'indépendance.

Il ne faudrait pas déduire de ce qui précède que l'Amérique centrale n'a connu aucun changement. Les intérêts extérieurs, notamment pendant la période de l'Alliance pour le progrès proposée par John F. Kennedy, ont encouragé un certain nombre d'activités politiques et militaires de nature réformatrice. Bien entendu, l'exemple de la révolution cubaine a beaucoup préoccupé Washington qui encourage les régimes locaux à s'amender par le biais d'un programme de développement économique, de plans « d'action civique » des forces armées, et d'un investissement dans l'infrastructure. Associés à ces élans réformistes — stimulés dans une large mesure de l'extérieur — d'autres arrangements régionaux visent l'industrialisation et l'amélioration de la production agricole destinée à un marché intérieur élargi et plus prospère au sein d'un marché commun centraméricain. Le succès relatif d'un certain nombre de ces programmes durant les années 1960 et, dans une certaine mesure, au début des années 1970, et notamment l'idée du marché commun, donnent enfin lieu à une meilleure répartition des richesses et, par conséquent, à une certaine croissance de la classe moyenne.

Malheureusement, la « guerre du football » entre le Honduras et El Salvador en 1969, et divers chocs subis par les États du Tiers-Monde non producteurs de pétrole au milieu des années 1970, provoquent l'arrêt et, finalement, le renversement de ces tendances favorables. L'agitation sociale devient de plus en plus violente, en dépit de la passivité de La Havane après 1968. À la fin des années 1970, l'insurrection présente au Guatemala et au Nicaragua s'étend à El Salvador; ses répercussions se font sentir jusqu'au Honduras et au Costa Rica.

La chute de la dictature de Somoza au Nicaragua pendant l'été 1979 sonne l'alarme dans le reste de la région et, cela va sans dire, à Washington. Le nouveau gouvernement réformiste sandiniste manifeste clairement ses tendances de gauche et entreprend d'aider l'insurrection en El Salvador. En même temps, une administration conservatrice arrive au pouvoir aux États-Unis. Tout concourt donc à la généralisation du conflit dans la région et à l'intervention étrangère. Tel que mentionné plus haut, le début des années 1980 a été témoin de combats acharnés au Guatemala et en El Salvador, d'une activité accrue des contras du Nicaragua à partir du Honduras et même du Costa Rica, et d'une insurrection sanglante apparemment interminable en El Salvador. Ainsi, la guerre n'épargne aucun pays de la région et, avec l'intervention des grandes puissances qui appuyent les diverses parties, la possibilité d'un conflit grave, bien que faible, susceptible de mettre en cause les États-Unis et l'Union soviétique ne semble pas exclue.

Le processus de paix en Amérique centrale

Au fur et à mesure de l'intensification des combats et de l'accroissement spectaculaire de l'intervention américaine, le danger d'un tel conflit commence à préoccuper les chancelleries du monde entier. Les pays d'Amérique latine, quoique sans doute souvent troublés par le caractère gauchisant du régime de

Managua, sont encore plus inquiets des répercussions d'un conflit d'envergure ou, pire encore à leur avis, d'une intervention militaire directe des États-Unis en Amérique centrale. À cet égard, les alliés européens des États-Unis et le Canada craignent ce qu'ils perçoivent comme encore un autre conflit en dehors de la région de l'OTAN, qui pourrait créer des ennuis à l'Alliance. Alors que la Grande-Bretagne partage dans une certaine mesure le point de vue américain quant à l'origine de la crise en Amérique centrale, croyant que cette crise est provoquée essentiellement par l'ingérence soviétique et cubaine, aucun autre membre de l'Alliance n'accepte aussi complètement la position de Washington sur la question de l'Amérique centrale. L'OTAN, récemment remise d'une série de difficultés en dehors de sa région, ainsi que d'épineux problèmes de modernisation des armements, ne désire sûrement pas que d'autres questions menacent son unité. C'est particulièrement le cas depuis l'adhésion de l'Espagne à l'Alliance, en 1981, une importante victoire politique pour l'Ouest, compromise peu après par la victoire du parti socialiste en 1982 et par les pressions exercées sur l'Espagne par les membres de ce parti durant la guerre des Malouines. L'Espagne s'est toujours considérée comme le porte-parole de l'Amérique latine, tant au sein de l'OTAN que dans la Communauté économique européenne.

On entreprend alors une série d'initiatives multilatérales, bilatérales et même individuelles, en vue de proposer certains éléments de négociation pour trouver une solution globale aux problèmes de la crise en Amérique centrale, ou du moins une solution partielle pour certains protagonistes. Les États-Unis s'opposent vigoureusement à certaines de ces tentatives, notamment à l'initiative franco-mexicaine en 1981, et personne ne réussit à atteindre ses objectifs en raison de l'extrême complexité et de la gravité des enjeux.

En 1983, les représentants des pays d'Amérique latine les plus susceptibles d'être touchés par l'agitation constante de la région centraméricaine se réunissent sur l'île de Contadora, en Colombie, pour tenter à nouveau de trouver une solution. Le Mexique, le Panama, la Colombie et le Venezuela craignent tous les répercussions qu'aurait sur leur propre sécurité une guerre plus étendue qui gagnerait toute l'Amérique centrale. Le Mexique possède une frontière commune avec le Guatemala et accueille depuis des années un grand nombre de réfugiés guatémaltèques et, plus récemment, des réfugiés en provenance de presque toute la région. L'impact négatif de cet afflux sur le système social déjà lourdement grevé du Mexique indique au gouvernement qu'une guerre de plus grande envergure au sud pourrait s'avérer désastreuse pour le pays, même si ses aspects militaires ne débordent pas la frontière.

Bien que la Colombie, le Venezuela et le Panama n'aient pas encore souffert ainsi des guerres à leurs frontières septentrionales, la situation intérieure précaire de ces pays exige un certain degré de stabilité dans l'ensemble de la région des Caraïbes. Le Groupe de Contadora, nom sous lequel ce groupe vient à être connu,

s'engage dans un programme fort dynamique d'initiatives diplomatiques et de pressions officieuses visant à faire participer tous les intervenants de la scène centraméricaine à la recherche d'un accord de paix qui les engloberait tous. À force de longs efforts, souvent ennuyeux et généralement pénibles, ils produisent une série d'ébauches d'un accord de paix éventuel intitulé « Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale ». Parfois les Sandinistes du Nicaragua et, parfois, certains États conservateurs ou tous ces États, c'est-à-dire El Salvador, le Guatemala, le Honduras, et même le Costa Rica, s'opposent à ces ébauches. On peut fréquemment voir en coulisse les États-Unis user de leur influence considérable lorsqu'ils estiment que leurs intérêts en matière de sécurité sont compromis.

Malgré tout, de l'aide survient à divers moments, alors que le processus semble piétiner. L'exemple le plus spectaculaire est la formation par quatre pays d'Amérique du Sud en 1985 du Groupe d'appui de Contadora. Ces pays, soit l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, eux aussi gouvernés par des régimes conservateurs, pensent vraiment pouvoir être utiles au processus de paix en raison de leur influence à Washington et de leur poids au sein de la communauté internationale. En dépit du soutien indiscutable que ce groupe offre au Groupe de Contadora, les cinq pays centraméricains ne parviennent pas à s'entendre sur l'ébauche de 1986, ce qui ralentit considérablement le processus de paix. Toutefois, les événements politiques de la fin de 1986 et du début de 1987, provoquent une relance plutôt surprenante. Durant l'hiver de 1986-1987, les médias s'intéressent particulièrement à l'affaire Hasenfus (alors qu'un avion de ravitaillement de la CIA a été abattu par l'armée sandiniste), aux scandales d'espionnage des États-Unis impliquant le Nicaragua et enfin au début de l'affaire Iran-Contra. L'affaiblissement de la politique américaine en Amérique centrale qui en découle et les doutes que cela suscite chez les alliés conservateurs des États-Unis dans la région ne tardent pas à se manifester.

Durant l'été de 1987, les présidents des pays d'Amérique centrale se réunissent à la conférence d'Esquípulas au Guatemala, et dans ce que l'on a appelé « la seconde déclaration d'indépendance » signent le « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale ». Cet accord, généralement intitulé « Accord d'Esquípulas II », donne un nouvel élan spectaculaire au processus de paix. En effet, il exige qu'une solution régionale soit trouvée à la crise, incitant les cinq républiques intéressées à résoudre elles-mêmes leurs problèmes, tout en recommandant de laisser au Groupe de Contadora le rôle crucial de la surveillance et de la vérification. Cet accord propose des cessez-le-feu entre les forces gouvernementales et les insurgés, l'amnistie pour les insurgés ayant déposé les armes, l'établissement de démocraties véritablement pluralistes dans les cinq pays de la région, la formation de commissions nationales de réconciliation dans tous les pays de la région, l'ouverture de dialogues nationaux avec les

groupes d'opposition non armés et la suspension de l'aide extérieure aux groupes d'insurgés de la région. Enfin, l'accord s'oppose à l'utilisation des territoires nationaux pour lancer des attaques et autres agressions contre les pays voisins.

Ces nobles objectifs n'ont pas été facilement atteints, ce qui n'est sans doute pas surprenant. Certains pays, estimant qu'ils n'ont pas de problèmes sérieux, jugent par conséquent inutiles les commissions nationales de réconciliation ainsi que les autres dispositions touchant les insurgés et le processus de démocratisation. Les pays qui, de toute évidence, connaissent de tels problèmes trouvent bien plus difficile de mettre en oeuvre l'Accord d'Esquípulas II que de le signer. Cet accord, trop fortement célébré comme l'initiative qui peut amorcer la solution des conflits de la région, a, néanmoins, « le vent dans les voiles » et semble relancer le processus de paix après un arrêt de près d'un an. Il était peut-être inévitable toutefois que le vent tombe pour les raisons évoquées et à cause de l'opposition de plus en plus efficace des États-Unis. En El Salvador, les groupes d'opposition non armés s'estiment écartés lorsque le gouvernement entreprend des négociations avec l'opposition armée du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). Ces négociations ne sont d'ailleurs pas couronnées de succès. Au Guatemala, l'armée tente du mieux qu'elle peut de paralyser les efforts déployés par le gouvernement en vue d'entreprendre des négociations concrètes avec les groupes rebelles du pays. Le Honduras refuse longtemps de reconnaître le besoin d'une commission nationale de réconciliation, et il continue d'ignorer publiquement la présence de nombreux contras sur son territoire. Le Costa Rica obéit au pied de la lettre et avec un sérieux admirable, mais bien entendu, cet heureux pays a la chance de très peu connaître les causes fondamentales de la crise.

C'est au Nicaragua, cela va sans dire, que l'on demanda de faire les concessions les plus grandes dans le cadre de cet Accord. Les Sandinistes doivent consentir à la démocratisation; amnistier les opposants au régime, y compris les contras faits prisonniers; entreprendre des négociations avec ce groupe d'opposition armé et entamer une vaste gamme de pourparlers avec l'opposition non armée par l'intermédiaire d'une commission nationale de réconciliation.

Même si l'Accord d'Esquípulas II présente des lacunes dans de nombreux domaines, il a sans aucun doute permis de faire des progrès en donnant une grande marge de manoeuvre politique aux pays touchés par le conflit. Sans ces accords, un tel progrès aurait été impossible. Rétrospectivement, on peut dire que les concessions capitales faites par le gouvernement Ortega en janvier et mars 1988, dont le point culminant a été la signature de l'Accord de Sapoá le 23 mars 1988, auraient été inimaginables sans le contexte fourni par Esquípulas II. Cette solution nationale au Nicaragua a permis à ce pays de jouir d'un cessez-le-feu — si précaire soit-il —et a servi en quelque sorte de modèle aux autres États confrontés à la violence intérieure.

Le plus important, compte tenu de l'objet de la présente étude, est que la vérification était considérée comme un élément absolument essentiel de tous les accords et propositions de paix envisagés jusque-là. La méfiance des pays négociateurs, tout comme l'extrême réticence des États-Unis à traiter avec le régime de Managua, ont imposé la vérification comme condition « sine qua non » du progrès des pourparlers.

Le processus de Contadora a exigé beaucoup de temps et d'attention pour élaborer des accords provisoires qui traitent des éléments liés à la vérification des questions de politique et de sécurité, et qui donnent une assurance véritable de l'impossibilité de violations non détectées dont l'une des parties tirerait profit au détriment des autres. L'Accord d'Esquípulas II reconnaît l'importance capitale des éléments liés à la vérification politique et à la sécurité, mais il les confie carrément au groupe de Contadora même. Comme l'a déclaré un diplomate d'Amérique centrale : « Les questions de sécurité et de vérification sont un domaine où Esquípulas II n'a pas centraméricanisé le processus de paix ». Le Groupe de Contadora, les Nations Unies, l'Organisation des États américains et le Groupe d'appui de Contadora, devaient plutôt tous oeuvrer de concert à l'établissement d'une Commission internationale de vérification et de suivi qui ferait rapport sur les éléments de l'accord exigeant la vérification, c'est-à-dire les dialogues nationaux et les commissions de réconciliation, les cessez-le-feu et les amnisties, la démocratisation et les questions de sécurité ayant trait au soutien des forces irrégulières, ainsi que la question de l'utilisation abusive du territoire national comme base d'agressions contre les pays voisins.

Hélas, ce rôle de vérification a été de courte durée. Le premier rapport émis par la CIVS (l'acronyme espagnol de la commission), au début de l'année suivante, critique plusieurs des gouvernements concernés ce qui lui vaut, lors de la grande réunion subséquente des chefs d'État régionaux, d'être remerciée de ses efforts et tenue à l'écart. Par la suite, il n'y a plus d'activité de vérification et de suivi pour appuyer l'Accord d'Esquípulas II. L'importance de la mission de vérification reste évidente, cependant, pour tous ceux qui se donnent la peine de le constater. Lors des négociations de Sapoá, on sollicite la collaboration du Secrétaire général des Nations Unies et du Secrétaire général de l'OEA, ainsi que celle d'éminents membres du clergé, en vue de mettre en oeuvre un programme de vérification relatif au cessez-le feu, à l'amnistie, à l'aide humanitaire, à la réintégration des contras et au processus de démocratisation.

Les efforts ultérieurs dans le processus de paix consistent, bien entendu, en d'autres rondes de négociations qui aboutissent en février 1989 à l'Accord de Tesoro Beach et à celui de Tela, en août de la même année. L'élément le plus important de ces accords est la volonté de régler une fois pour toutes la question des contras, particulièrement au Honduras, et d'éliminer ainsi un obstacle capital aux négociations d'un accord global. En octobre 1989, l'altercation qui éclate entre

les États-Unis et le Nicaragua à la réunion de San José, et les violations du cessez-le-feu au Nicaragua, compromettent gravement ces accords et d'autres accords de paix centraméricains.

En résumé, pour ce qui est du processus de paix, il est juste de dire que des progrès notables ont été réalisés, même si ces progrès sont clairement menacés par les actions négatives répétées de divers participants de la scène centraméricaine. La guerre fait rage sans relâche en El Salvador, l'insurrection est loin d'être vaincue au Guatemala tandis qu'au Nicaragua, la paix, fragile, est soumise à rude épreuve. Dans ce dernier pays, le processus électoral se maintient, la situation des contras n'est pas meilleure, la collaboration avec les pays voisins s'est grandement améliorée et la guerre a été enrayée pendant un an et demi. Malheureusement, en octobre, la reprise des combats et un nouvel affrontement avec le président Bush ont nui aux possibilités de paix et toutes les parties en cause devront faire preuve d'une grande prudence pour que le processus de paix ait quelque chance de succès.

Au Guatemala, le tableau est quelque peu différent. Intervenant clé dans le processus de paix en raison de sa « neutralité active » et de sa diplomatie énergique en faveur de la paix dans la région, le Guatemala a, néanmoins, une marge de manoeuvre assez restreinte. L'armée est visiblement mécontente que le gouvernement souhaite négocier avec ses propres rebelles. Elle n'apprécie pas non plus le concept de neutralité dans un conflit où gauche et droite s'affrontent dans la région en général, et au Nicaragua en particulier. L'armée guatémaltèque abhorre les Sandinistes et ne cache pas sa préférence pour l'installation de régimes de droite partout en Amérique centrale. Certains éléments importants de l'armée guatémaltèque sont mécontents des ramifications nationales et internationales du processus de paix, mécontentement renforcé par leur insatisfaction à l'égard des résultats obtenus par le gouvernement civil sur le plan économique. Selon les militaires, l'armée a déjà remporté la victoire dans la campagne contre la guérilla avec laquelle le gouvernement désire maintenant négocier. Les tentatives de coups d'État de juin 1988 et de mai 1989 ont établi ce fait sans contredit. Pour l'instant, le Guatemala maintient ses engagements envers l'avancement du processus de paix, mais la capacité du gouvernement actuel à le faire est limitée.

En El Salvador, la situation est complètement différente. La guerre y demeure intense, et seuls ceux qui ne la subissent pas directement peuvent la qualifier de « conflit de faible intensité ». Avec plus de 70 000 morts, ce petit pays à l'économie ruinée dépend entièrement de l'aide américaine pour sa survie économique et militaire. Le gouvernement démocrate-chrétien vient d'y être remplacé par le parti d'extrême droite ARENA, un groupe étroitement associé à l'aile droite de l'armée et opposé aux genres de concessions qui pourraient intéresser les insurgés. Bien que le pays ait connu une série d'événements favorables au début de 1989, récemment des attitudes plus intransigeantes ont réduit le peu de flexibilité qui avait fait surface dans les positions habituellement rigides en matière de négociations.

Les accords de février 1989 portant sur la démocratisation et, en particulier, l'avenir des contras, ont fourni des motifs d'optimisme même dans le contexte extrêmement difficile d'El Salvador. Ces accords ont incontestablement permis de faire avancer le processus de paix, mais il faut rester dans l'expectative et noter également les événements plus récents. L'intérêt manifesté par les Nations Unies, par exemple, pour l'expédition d'une mission technique en Amérique centrale s'est heurté non seulement à l'opposition du Honduras (qui a refusé de collaborer tant que le Nicaragua ne retirerait pas sa plainte contre Tegucigalpa déposée devant la Cour internationale de justice), mais encore au refus du FMLN de garantir la sécurité du personnel des Nations Unies affecté à cette mission sur le territoire contrôlé par la guérilla. La paix semblait alors bien lointaine en effet et la « volonté de paix » tout aussi éloignée.

Esquípulas II continue de former, en théorie, le cadre des négociations futures des chefs de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères. Tel que mentionné, des progrès ont été réalisés dans un nombre restreint de domaines, mais il serait facile d'exagérer leur importance relative. Sapoá continue de faire face à l'opposition des contras de droite, mais les dispositions concernant le cessez-le-feu tiennent toujours. Toutefois, les perspectives des accords en El Salvador sont incertaines.

Perceptions de menace

Afin d'examiner le genre de régime de contrôle des armements que les régions centraméricaines pourraient appliquer et accepter, et ensuite définir la nature des dispositifs de vérification requis pour maintenir un tel régime, il est nécessaire de comprendre un peu quelles sont les perceptions de menace générales qui existent dans la région.

Les perceptions de menace en Amérique centrale découlent d'une interaction complexe de facteurs historiques, territoriaux, idéologiques, culturels, liés à la stabilité des régimes et à l'unité nationale, et à d'autres facteurs encore. Certaines frontières héritées du colonialisme espagnol, à l'époque de simples commodités administratives pour la capitainerie générale du Guatemala qui englobe toute la région, délimitent les États centraméricains d'aujourd'hui. La tentative de maintenir intact le territoire de cette ancienne unité administrative coloniale après l'indépendance échoue, et des forces centrifuges issues du pouvoir politique local et de la tradition des caudillos divisent le Grand Guatemala en cinq parties qui sont aujourd'hui des États souverains indépendants.

Les frontières sont alors mal définies et elles le sont restées dans plusieurs cas touchant essentiellement les cinq républiques. Par conséquent, des querelles de frontières ont provoqué des incidents ou même la guerre ouverte entre pays voisins. Ces querelles de frontières sont restées des facteurs constants dans les perceptions de menace de plusieurs États centraméricains et ont compliqué le conflit social et idéologique des années 1980.

La tendance des États centraméricains à intervenir dans leurs affaires mutuelles en vertu soit d'un appel à l'unité historique des cinq républiques soit, plus souvent encore, de préférences pour des affiliations idéologiques, est peut-être encore plus spectaculaire. Ainsi, au siècle dernier, les partis conservateurs et libéraux ont presque toujours soutenu leurs homologues des autres républiques de la région et ils étaient même prêts, à l'occasion, à mettre le pouvoir militaire de l'État au service de ces idéologies très vagues dans d'autres parties de la région. Bien sûr, cette tendance se justifiait en grande partie par l'attrait de l'idée d'un « âge d'or » de l'unité centraméricaine globale qui, estimait-on, serait plus forte que tout appel à la solidarité nationale.

En outre, l'instabilité même des régimes joue un rôle majeur dans les perceptions de menace et leur développement. Les forces armées centraméricaines, comme c'est si souvent le cas ailleurs dans les pays du Tiers-Monde, avaient surtout été utilisées dans le passé pour maintenir en place les régimes qui auraient peut-être eu peu d'autres piliers sur lesquels appuyer leur stabilité et leur avenir. Cette situation s'est améliorée, bien entendu, à la fin des années 1980, bien que les

rapports entre les forces armées et les gouvernements civils de la région soient souvent tendus lorsque d'importants enjeux de politique nationale sont en cause. Dans de nombreux cas, il a été pratiquement inutile d'invoquer la menace extérieure pour justifier l'action des forces armées, étant donné que le principal rôle de ces dernières est réellement la défense du régime. Il est évident que les déclarations publiques en ce sens sont rares et, par conséquent, les déclarations relatives aux perceptions de menace mettent l'accent sur ce qui n'est peut-être, en réalité, qu'une faible menace étrangère, afin de masquer les vraies raisons du maintien des forces militaires.

Bien entendu, la nature et la fonction de l'institution militaire même sont liées à tout ce qui précède. Dans tous les pays, la planification des activités militaires tend à prévoir le pire. Il n'est donc pas étonnant que les menaces étrangères et même intérieures soient facilement exagérées. La force même de l'armée en tant que principale institution vraiment nationale signifie en outre que son rôle au sein du gouvernement assure à cette planification « en vue du pire », des répercussions sur la politique gouvernementale qui seraient extrêmement rares dans les démocraties occidentales.

La nature de la société centraméricaine, qui dans certains pays est divisée en fonction de l'origine nationale, de la classe et de la race, menace constamment la paix intérieure. De profondes inégalités dans la répartition des richesses et l'extraordinaire fossé entre les quelques grandes familles oligarchiques et la masse des paysans vivant près ou en deçà du seuil de la pauvreté (un seuil souvent inimaginable dans les pays industrialisés) sont de puissants motifs de révolution pour l'ensemble de la société et un terrain propice à la subversion, surtout pour la gauche. En fait, les analystes américains et centraméricains qui étudient les menaces posées dans cette région signalent constamment que le risque de subversion venant de Cuba, de l'Union soviétique, du Nicaragua ou d'une quelconque combinaison de ces trois nations est bien plus grand que toute menace d'intervention militaire directe des mêmes contre ces États conservateurs centraméricains.

Ainsi, nous avons une région constituée de pays en développement aux régimes politiques instables, dotés de gouvernements nationaux qui ne sont pas nécessairement bien structurés ou de sociétés nationales qui ne sont pas cohésives. En cette époque « d'anarchie internationale » du XX^{e} siècle, où l'État-nation est souverain, du moins en théorie, il est très possible que des gouvernements nationaux aient des seuils de perception de menace élevés. Si l'on y ajoute des années d'agitation intérieure et de guerres au cours de cette dernière décennie et avant, il est facile de comprendre que ces perceptions de menace directes soient restées à un niveau élevé.

Le Guatemala

Le cas du Guatemala ressemble à celui des autres États centraméricains. Le pays a une population dense, il est pauvre, dépourvu jusqu'à présent de toute infrastructure de communications, profondément divisé au niveau des classes, entre riches et pauvres, au niveau des races, entre autochtones non intégrés et métis « Ladinos ». Son histoire est marquée par la répression, l'instabilité et même la guerre civile. Le Guatemala est le premier pays centraméricain à ressentir les effets de l'agitation occasionnée par la révolution cubaine et du zèle révolutionnaire qui s'ensuit lorsqu'une insurrection peu intense débute, au commencement des années 1960.

Même avant, le Guatemala est le pionnier des réformes de gauche en Amérique centrale lorsque des gouvernements ayant vaguement cette tendance sont au pouvoir durant les années 1945-1954. En 1954, le renversement du deuxième de ces gouvernements, celui de Jacobo Arbenz, par des forces armées financées et soutenues par les États-Unis, laisse une certaine rancoeur qui n'a pas diminué par la suite.

Même si la révolution d'inspiration castriste échoue partout en Amérique latine en 1967-1968, le Guatemala ne connaît la paix intérieure que par intermittence, et l'insurrection est encore active aujourd'hui. En 1983-1984, les victoires de l'armée sur les insurgés, bien que jugées décisives à l'époque par le gouvernement, ont sans doute affaibli mais n'ont pas pour autant éliminé la menace de guérilla. De ce fait, il serait difficile d'exagérer la perception qu'a Guatemala City de la menace à court et à long terme posée par la subversion.

Depuis l'éclatement de la confédération centraméricaine à la fin des années 1830, les Guatémaltèques ont rêvé d'une réunion des cinq républiques, et dans ce pays qui est le plus vaste et le plus important d'Amérique centrale, on estime, comme par le passé, que le Guatemala devrait être le chef incontesté d'une telle confédération renouvelée. La concurrence est venue, en général, d'El Salvador, un État dont la richesse vient du café et dont le niveau de développement relativement élevé lui a permis de résister aux tendances à l'hégémonie guatémaltèque. Néanmoins, l'armée du Guatemala reste la plus importante et, pourrait-on dire, la meilleure des pays d'Amérique centrale. Le pays s'est senti en sécurité par rapport à ses voisins centraméricains jusqu'à ces dernières années. En El Salvador, la guerre civile, comme l'indique l'annexe D, a porté les effectifs de l'armée salvadorienne à 55 000 hommes, chiffre qui signifie que cette armée nationale dépasse aujourd'hui celle du Guatemala (dont les effectifs se chiffrent à 42 000 environ). Étant donné les autres pays voisins du Guatemala et les problèmes militaires qu'ils posent à ce pays, la croissance militaire salvadorienne de la dernière décennie est préoccupante, et ne serait acceptée par le Guatemala, à long terme, qu'avec une extrême réticence. Le Mexique suscite bien entendu une inquiétude particulière. C'est une

Tableau 1

Perception de menace au Guatemala

Population (millions)	[illegible]	85,4	,172	5,88	4,8
Effectifs	[illegible]	138 000	2 200	55 000[b]	18 700
Armé de terre	[illegible]	105 500[a]	1 900	39 000	15 400
Armée de l'air	[illegible]	7 000	315	2 000	2 200
Marine	[illegible]	26 000	50	1 000	1 200
Chars	[illegible]	45	—	12	15
Avions de combat	[illegible]	103	4	29	27
Avions de transport	[illegible]	32	2	12	23
Hélicoptères de combat	[illegible]	23	3	59	—
Hélicoptères de transport	[illegible]	—	4	6	39
Bateaux de patrouille	[illegible]	103	2	5	13
Principaux combattants en surface	—	3	—	—	—

[illegible]

puissance régionale que les Guatémaltèques appellent « le colosse du Nord », le même surnom que les Mexicains donnent aux États-Unis. Manifestement, les forces armées du Mexique dépassent en nombre celles du Guatemala dans tous les domaines d'activité militaire. De plus, bien que les rapports entre ces deux États soient généralement très bons, ils ne sont pas dépourvus d'incidents. Dans ce contexte, le Guatemala se préoccupe particulièrement de son incapacité à poursuivre au-delà de la frontière mexicaine les insurgés nationaux qui la franchissent pour échapper aux attaques de l'armée. Il y a un grand nombre de réfugiés guatémaltèques dans le sud du Mexique, dans des régions pas très éloignées de la frontière, et l'armée guatémaltèque ne doute pas que de nombreux insurgés chassés du pays durant les campagnes victorieuses de 1983-1984 se trouvent dans ces groupes. Par conséquent, il est évident que, pour le Guatemala, la frontière mexicaine pose des problèmes.

Le Belize présente d'autres contraintes pour les effectifs et le déploiement de l'armée guatémaltèque. Ce pays est minuscule, sa population est faible et, depuis plus d'un siècle, le Guatemala déclare régulièrement et souvent avec vigueur qu'il lui appartient en entier. La présence d'une garnison britannique de près de 2 000 hommes exige que Guatemala City maintienne, pour des raisons de prestige autant que de « rapports de force » une garnison assez considérable dans les régions du pays situées aux frontières du Belize. Bien que de récentes négociations avec le Royaume-Uni aient amené certains analystes à penser que ces effectifs avaient été réduits au cours des derniers mois, il est permis de croire que ces régions frontalières continueront de solliciter les ressources et l'attention de l'armée du Guatemala, d'autant plus qu'elles sont utilisées de plus en plus pour la production de cocaïne.

Les militaires guatémaltèques, fortement imbus de la doctrine de sécurité nationale, estiment de ce fait que les scènes nationale et internationale présentent de nombreuses menaces. Alors que le gouvernement guatémaltèque poursuit une politique de neutralité active dans la crise d'Amérique centrale et désire jouer un rôle clé dans le processus de paix, les forces armées continuent à faire obstacle aux pourparlers. Le Nicaragua est considéré comme une source possible de subversion et la perspective d'une victoire FMLN en El Salvador, on peut le dire honnêtement, fait frémir les militaires guatémaltèques. La perspective de devoir isoler de plus en plus les zones d'afflux de rebelles en provenance du Mexique et d'El Salvador ne sourit guère à cette armée qui estime être déjà sévèrement mise à l'épreuve.

El Salvador

Il est à peine nécessaire de souligner à quel point l'armée salvadorienne se sent harcelée. Critiquée presque ouvertement par ses alliés et conseillers américains, cette armée, historiquement peu rapide, essentiellement axée sur la sécurité intérieure n'a eu, jusqu'à la dernière décennie, aucune tâche vraiment exigeante à entreprendre. Par conséquent, il a été presque impossible à l'armée de réformer les unités de combat et le personnel militaire, sans mentionner les services logistiques et autres services de soutien, de manière à assurer la victoire dans le cadre d'opérations d'envergure. Comme le montre l'Annexe D, les effectifs de l'armée ont presque décuplé au cours des dix dernières années, à la suite de l'augmentation massive de l'intensité et de l'envergure des opérations contre les rebelles.

Il va sans dire que le quartier général d'El Salvador doit régler d'abord le problème immédiat des rebelles qui contrôlent une vaste portion du territoire national, qui opèrent ouvertement dans les campagnes et avec de plus en plus d'efficacité et d'agressivité dans les villes, y compris la capitale, San Salvador. Même si ces rebelles n'ont pas réussi jusqu'à présent à prendre l'avantage de manière suffisamment nette pour renverser le gouvernement, le régime n'est

Tableau 2

Perception de menace en El Salvador

Population (millions)	4,8	3,5	8,6
Effectif	18 700	77 000[b]	42 000
Armée de terre	15 400	70 000[c]	40 000
Armée de l'air	2 200	3 000	850
Marine	1 200	4 000	1 200
Chars	15	152	10
Avions de combat	27	9	19
Avions de transport	23	17	14
Hélicoptères de combat	—	10	6
Hélicoptères de transport	39	41	12
Bateaux de patrouille	13	20	8

toutefois pas parvenu (malgré une aide économique et militaire véritablement massive des États-Unis) à vaincre l'insurrection de manière décisive. Toute évaluation des menaces posées en El Salvador doit donc envisager en priorité la présence de ces rebelles. De plus, étant donné que les classes dirigeantes salvadoriennes ne semblent prêtes à faire aucune concession importante à la guérilla, il est probable que cette perception de menace soit exacte.

De nombreux officiers salvadoriens croient sincèrement qu'une partie, et même une grande partie des ravitaillements en armes et munitions du FMLN provienne du gouvernement sandiniste de Managua. Cela complique considérablement la planification des activités de l'armée salvadorienne en attirant l'attention non seulement directement sur la menace que pose la guérilla, mais également sur la frontière hondurienne à l'est et le golfe stratégique de Fonseca au sud-est. Toutefois, le manque de preuves indiscutables recueillies par les Salvadoriens ou, ce qui est peut-être plus important encore, par les États-Unis, donne à réfléchir sur l'importance véritable que les Salvadoriens accordent à cette question de transferts d'armes du Nicaragua et à leur interception éventuelle.

De façon plus générale, l'armée salvadorienne continue de se préoccuper des rapports avec les pays voisins, mais dans une moindre mesure, à cause du caractère central de la menace de guérilla. El Salvador s'inquiète de la force militaire croissante du Guatemala. Comme on l'a noté, les forces armées salvadoriennes sont aujourd'hui, pour la première fois, bien plus nombreuses que celles du Guatemala; cependant, il est bien moins nécessaire pour l'heure de combattre l'insurrection au Guatemala qu'en El Salvador. Ces deux États se sont fréquemment combattus dans le passé, et les questions de prestige demeurent également importantes.

À long terme, c'est surtout l'armée hondurienne, toutefois, qui est le principal élément des perceptions de menace internationale en El Salvador, mis à part le danger de subversion que le Nicaragua représente, ou est présumé représenter. Comme on peut le voir également dans l'Annexe D, les effectifs honduriens ont considérablement augmenté ces dernières années, quadruplant depuis le début des années 1970. En outre, cette armée a profité d'une aide massive des États-Unis, et a participé à des manoeuvres d'envergure entreprises conjointement avec la superpuissance de la région. Selon la plupart des observateurs, l'armée hondurienne est tout simplement ressortie transformée de cette expérience et elle est aujourd'hui, sous certains aspects, l'une des meilleures d'Amérique centrale. Ses armements ont été modernisés, il y a eu une forte amélioration de la formation, du moral, des salaires, des privilèges et ainsi de suite, des officiers et autres gradés. L'armée hondurienne est la seule armée de l'air en Amérique centrale à être équipée. Elle possède du matériel blindé, en petit nombre, mais moderne, convenant parfaitement à la sécurité intérieure et aux opérations mobiles rapides. Tout cela n'enchante pas El Salvador. Ces deux pays voisins ont déjà été en conflit, la dernière fois, lors de la « guerre du football » de 1969, qui a laissé derrière elle une profonde amertume. En dépit de l'insistance des États-Unis pour que ces pays enterrent la hache de guerre, de nombreux points restent en litige.

Bien que les forces armées salvadoriennes et honduriennes coopèrent le long de la frontière qui les sépare, une frontière fréquemment sous le contrôle, ou le quasi-contrôle du FMLN, le Honduras a insisté pour que la portée et les objectifs d'une telle coopération entreprise ailleurs soient limités et il a, par exemple, rejeté les requêtes des États-Unis qui voulaient poursuivre la formation commune fournie aux forces salvadoriennes au début de cette décennie. Tel que mentionné, l'armée salvadorienne a des raisons d'être peu sûre d'elle et, bien que ses effectifs soient numériquement de loin supérieurs à ceux du Honduras, elle n'oublie pas la supériorité aérienne de ce dernier et les effets de cette supériorité lors de la guerre de 1969, et craint toute amélioration de l'armée de terre de son voisin.

Le Honduras

Si El Salvador craint dans une certaine mesure la croissance et l'amélioration des forces armées honduriennes, il est évident que les Honduriens se préoccupent

Tableau 3

Perception de menace au Honduras

Population (millions)	5,88	3,5
Effectifs	55 000[a]	77 000[b]
Armée de terre	39 000	70 000[c]
Armée de l'air	2 000	3 000
Marine	1 000	4 000
Chars	12	152
Avions de combat	29	9
Avions de transport	12	17
Hélicoptères de combat	59	10
Hélicoptères de transport	6	41
Bateaux de patrouille	5	20

encore plus de la croissance vraiment massive des forces armées salvadoriennes. En 1969, l'armée hondurienne comptait moins de 5 000 hommes, mais El Salvador n'en comptait qu'un millier de plus. Tel que mentionné, les effectifs d'El Salvador ont décuplé en vingt ans, alors que ceux du Honduras n'ont que quadruplé. De plus, bien que le Honduras puisse s'enorgueillir de ses prouesses aériennes pendant « la guerre du football », El Salvador a fait plus que compenser ses revers aériens par ses victoires au sol, et on considère en général que c'est El Salvador qui a gagné la guerre.

Chose presque aussi grave, le Honduras est contraint de considérer son voisin nicaraguayen, qui possède une armée de terre encore plus puissante que celle d'El Salvador, comme un autre ennemi possible. Non seulement le Nicaragua possède-t-il des effectifs beaucoup plus élevés que ceux du Honduras, sauf dans le domaine des avions de combat, mais la possibilité qu'il appuie la subversion au Honduras, dont la situation sociale a été jusqu'à présent relativement stable (quoique sans doute en évolution rapide) doit également donner à réfléchir à Tegucigalpa.

Il y a aussi, bien entendu, la question des contras. La presse hondurienne, qui critique le gouvernement avec une liberté et une véhémence remarquables, se plaît à souligner, avec quelque exagération, que le pays est véritablement occupé par cinq armées à la fois. Les contras agissent en armée indépendante dans une région du Honduras qu'ils appellent fréquemment le « Nouveau » ou « Petit Nicaragua ». Les Honduriens ont l'impression que les Sandinistes entrent dans leur pays comme bon leur semble. Les États-Unis maintiennent des forces en permanence et effectuent fréquemment des manoeuvres d'envergure dans la région. Le territoire conservé par El Salvador après la guerre de 1969, mais accordé à regret par les Honduriens, compte des troupes FMLN et des troupes régulières de l'armée salvadorienne. Enfin, certains Honduriens font remarquer avec ironie que le pays est également occupé réellement par sa propre armée. Quoi qu'il en soit, nul doute que la majorité des militaires considèrent avec beaucoup d'inquiétude la présence des contras dans le pays. Bien que l'extrême-droite des forces armées puisse voir certains avantages au conflit avec le Nicaragua et au soutien des forces opposées à la gauche, la majorité des officiers honduriens semblent penser non seulement que cette présence constitue une disgrâce nationale car elle montre que le Honduras est incapable de contrôler son propre territoire, mais aussi que les contras peuvent placer le Honduras dans une position intenable au sein de la communauté internationale et perturber ses relations avec son voisin nicaraguayen, ce qui ne peut que troubler les planificateurs militaires. Enfin, en ce qui concerne les contras, l'armée se rend compte qu'on peut très bien lui demander, dans le cadre du suivi de l'élimination des contras après février 1989, d'intervenir militairement contre ces derniers, ou du moins contre leurs factions les plus déterminées. Les premières mesures en ce sens ont commencé à l'automne 1989.

C'est le Nicaragua qui inquiète actuellement et continuera d'inquiéter, au moins à court terme, les militaires honduriens. Jusqu'aux accords de Sapoá en mars 1988, et aux cessez-le-feu plus ou moins respectés qui les ont suivis, les incursions des forces nicaraguayennes, généralement aux trousses des contras, ont été fréquentes. Depuis lors, bien que ce genre d'incursions ne se produise plus, les rapports entre les deux pays ne se sont pas vraiment améliorés. Le Nicaragua reproche au Honduras d'être le porte-parole des États-Unis et, de ce fait, d'essayer de paralyser le processus de paix tout en refusant de coopérer dans un cadre bilatéral pour amener la paix dans les régions frontalières et contrôler les activités des contras. Ce dernier problème dans les relations entre les deux pays a porté le célèbre cas nicaraguayen devant la Cour internationale de justice qui conserve aussi le pouvoir de ralentir le processus de paix. Les rapports tendus entre les deux pays, bien que sans doute améliorés grâce aux négociations de paix mêmes, restent une constante et servent de toile de fond à tous les plans des militaires honduriens.

Tegulcigalpa s'inquiète particulièrement de la force des blindés nicaraguayens. Selon divers rapports, ceux-ci compteraient probablement quelque

150 chars T-54 et T-55 (comme l'indique le tableau 2), ce qui donne de loin au Nicaragua les forces blindées les plus puissantes d'Amérique centrale. Le Honduras les considère à la fois comme une menace et une provocation, et invoque leur existence pour justifier sa méfiance à l'égard des intentions et du comportement de Managua. Refusant de reconnaître ouvertement la menace que pose réellement la subversion sur leur propre territoire, les militaires honduriens invoquent la menace perçue du Nicaragua, ainsi que celle d'El Salvador, pour expliquer le besoin de disposer de forces d'envergure armées du meilleur équipement et soumises à un entraînement de plus en plus efficace, et ce en collaboration toujours plus étroite avec les États-Unis.

Le Costa Rica

Le Costa Rica, exemple éclatant de la démocratie dans la région, et peut-être dans toute l'Amérique latine, est souvent appelé « la Suisse de l'Amérique centrale ». Bien que cette analogie puisse être vaguement exacte sur le plan politique, elle ne l'est certainement pas dans le domaine économique et pourrait difficilement être plus loin de la vérité pour ce qui est du domaine militaire. Économiquement, d'après les normes centraméricaines, le Costa Rica est relativement prospère, mais il partage avec l'ensemble de l'Amérique latine le problème de l'endettement et une grande pauvreté. Bien qu'au niveau de l'image et du comportement le Costa Rica soit un pays de classes moyennes, il n'est pas moins assailli par les problèmes sociaux. La démocratie reste solide et elle a remarquablement résisté aux appels tant de la gauche que de la droite à une radicalisation plus poussée. Toutefois, la situation pourrait changer si les conditions économiques générales du pays ne s'améliorent pas.

Sur le plan militaire, cependant, le Costa Rica est plus connu pour avoir aboli ses forces armées en 1948. Fait unique en Amérique, le Costa Rica vit heureux sans armée régulière, se contentant, au cours des dernières décennies, d'une très petite garde civile, ayant un entraînement limité et des armements légers, dont les tâches comprennent rarement la planification en cas de guerre à l'étranger ou d'insurrection à l'intérieur. La déstabilisation dans les années 1980 a, toutefois, entraîné une militarisation plus poussée du pays, bien que cette tendance ait été fréquemment exagérée par les sources gauchistes. La garde civile a augmenté ses effectifs, comme l'indiquent l'annexe D et le tableau 4, et une unité anti-insurectionnelle a été formée (le bataillon Relampago); mais le pays demeure modéré et continue d'aider le processus de paix, comme en témoigne le Prix Nobel de la Paix décerné au président Oscar Arias.

Il est regrettable, toutefois, que l'abolition de l'armée ait provoqué des craintes d'invasion de plus en plus fréquentes au cours des quarante dernières années. Le régime dictatorial de la famille Somoza au Nicaragua a souvent été accusé, parfois avec raison, de comploter d'envahir le pays. Depuis 1979, le renforcement militaire du Nicaragua sandiniste suscite au Costa Rica une crainte

Tableau 4

Perception de menace au Costa Rica

Population (millions)	3,5	2,28
Effectifs	77 000[a]	7 300
Armée de terre	70 000[b]	6 000
Armée de l'air	3 000	400
Marine	4 000	900
Chars	152	—
Avions de combat	9	—
Avions de transport	17	22
Hélicoptères de combat	10	—
Hélicoptères de transport	41	16
Bateaux de patrouille	20	6

généralisée d'une véritable invasion ou, du moins, d'une orientation politique généralement déstabilisatrice de la part de Managua. Les Costariciens sont des gens essentiellement conservateurs, soucieux de préserver leur mode de vie, et l'expérience révolutionnaire de l'autre côté de la frontière a mauvaise presse et n'est pas vue d'un bon oeil par la population. Le Costa Rica se sent vulnérable et presque entièrement désarmé dans ce contexte et il est donc incontestablement nerveux. Les sondages d'opinion indiquent malgré tout la force du sentiment antimilitariste et un rejet massif de la proposition de la droite en vue d'un retour au statut de pays doté d'une armée, mais il ne fait aucun doute que cette nation sans armée est loin de se sentir en sécurité, notamment lorsqu'on ajoute au tableau la situation extrêmement explosive à laquelle elle fait face, soit son autre voisin, non centraméricain, le Panama.

Le Nicaragua

La perception qu'a Managua des menaces à sa sécurité découle d'une gamme extraordinairement vaste d'ennemis possibles en raison de la position unique de ce pays, qui est le seul du continent américain à être doté d'un régime

Tableau 5

Perception de menace au Nicaragua

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Population	[illegible]	8,6	85,4	,172	5,88	4,8	10,3	245
Effectifs	[illegible]	42 000	138 000	2 200	55 000[2]	18 700	180 500	2 163 000
Armée de terre	[illegible]	40 000	105 500	1 900	38 000	15 400	145 000[3]	776 000
Armée de l'air	[illegible]	850	7 000	315	2 000	2 200	22 000	603 000
Marine	[illegible]	1 200	26 000	50	1 000	1 200	13 500	585 000
Chars	[illegible]	10	45	—	12	15	10 105	15 600
Avions de combat	[illegible]	19	103	4	29	27	176	3 583
Avions de transport	[illegible]	14	32	2	12	23	[illegible]	937
Hélicoptères de combat	[illegible]	6	23	3	59	—	44	2 578
Hélicoptères de transport	[illegible]	12	—	4	6	39	10	6 522
Bateaux de patrouille	[illegible]	8	103	2	5	13	58	n.a.
Principaux combattants de surface	—	—	3	—	—	—	3	239
Sous-marins	—	—	—	—	—	—	3	137

[illegible]

nettement gauchisant. Bien sûr, Cuba a eu sa révolution trente ans plus tôt et s'est heurtée, lorsque son penchant gauchiste est devenu plus évident, à l'hostilité non seulement des États-Unis, mais aussi de tous les régimes conservateurs d'Amérique latine. Peu de pays, même aux régimes modérés, étaient prêts à risquer la colère de Washington uniquement pour être dans les bonnes grâces de Fidel Castro. Toutefois, Cuba est une île, et peut tirer parti de cette situation de différentes manières. Par ailleurs, cette île est entièrement séparée du continent, et les forces aériennes et navales américaines peuvent donc plus facilement l'isoler.

Les États-Unis ont appris à s'accommoder du régime cubain, processus qui a causé un grand malaise à la superpuissance régionale et une situation qu'elle n'a consenti à accepter qu'avec grande réticence. Comme il a souvent été mentionné, il est impossible d'envisager l'évolution du contexte stratégique du Nicaragua sans tenir compte des relations entre Cuba et les États-Unis. Les objectifs de la politique étrangère américaine des dernières années peuvent se traduire par « plus de Cubas, plus de Vietnams ». Cela exprime, bien entendu, la détermination des États-Unis de ne plus voir d'avancée du « communisme » dans l'hémisphère occidental, mais sert aussi d'avertissement qu'ils ne veulent plus arrêter de telles

avancées sur les côtes ou au large de l'hémisphère si la seule manière de le faire est au moyen d'une intervention d'envergure, indéfinie, et à long terme de l'armée de terre américaine.

La victoire des Sandinistes durant l'été 1979 a posé un nouveau défi à la suprématie américaine dans les Caraïbes et la région centraméricaine, et le régime s'est rapidement heurté à une vive opposition de Washington. Cette opposition constitue la charnière de toute la politique étrangère et de défense des Sandinistes et est la clé de voûte des relations de Managua avec l'ensemble du monde. Le régime du FSLN, suivant ses propres tendances, ainsi que les conseils des Cubains et des Soviétiques, s'est sérieusement efforcé de ne pas trop mécontenter les États-Unis, bien que certaines erreurs aient été commises à cet égard.

Quoi qu'il en soit, le Nicaragua fait face à la plus grande puissance du monde, une puissance nettement opposée, non seulement au programme réformiste des Sandinistes et aux liens avec le bloc de l'Est, mais à l'existence même du régime révolutionnaire qui a émergé de la guerre civile. Étant donné l'attitude du gouvernement américain, les dirigeants du FSLN ne prennent pas à la légère la menace d'une invasion des États-Unis.

Les États-Unis ont dans la région centraméricaine les alliés, les bases et l'influence qui leur permettent de tenir le Nicaragua sur ses gardes et de maintenir constante la menace d'invasion. La désapprobation manifestée par tous les gouvernements voisins à l'égard du régime FSLN, et les relations étroites de ces républiques avec les États-Unis, ont donné lieu à une analyse extrêmement sombre des menaces, entraînant la mobilisation de ce qui constitue, fondamentalement, l'ensemble des ressources nationales pour la défense de la révolution. Les plans d'origine visant à établir une petite armée après 1979, indiqués à l'annexe D, ont été écartés, vu le contexte de l'hostilité de la superpuissance de la région et celui de l'existence des contras, une force tout au moins appuyée (sinon créée) par les États-Unis.

Ainsi, en dehors de ses rivalités traditionnelles avec ses voisins, le Nicaragua fait face à deux menaces bien distinctes. La première est le risque omniprésent que Washington, de plus en plus exaspéré, opte pour un règlement militaire de ce qu'il perçoit comme la menace sandiniste en Amérique centrale. La seconde est la menace posée par des forces irrégulières, au début au Costa Rica et au Honduras, mais ces dernières années au Honduras seulement.

Cette situation militaire a forcé l'armée sandiniste a appliquer deux concepts opérationnels distincts. Dans l'éventualité d'une invasion américaine, il lui faut disposer d'importantes forces blindées mobiles et bien équipées, largement réparties dans tout le pays. Par ailleurs, seules des formations régulières, très efficaces, extrêmement mobiles, spécialisées dans la lutte anti-insurrectionnelle,

disposant d'un équipement léger, mais des formations pas nécessairement nombreuses, pourraient vaincre les contras.

Nous voyons donc qu'il existe deux armées au Nicaragua. L'une cherche à vaincre les envahisseurs, ou mieux encore, à dissuader les envahisseurs possibles, grâce à sa capacité de répondre aux assauts ennemis aux têtes de pont ou zones de largage menant aux points stratégiques et aux aéroports du pays. Cette force armée repose largement sur les réservistes et les unités blindées, et elle pourrait également être utilisée pour lutter contre toute offensive au sol déclenchée par les États-Unis ou ses alliés de l'autre côté des frontières du Nicaragua. L'autre armée est formée de bataillons anti-insurrectionnels bien entraînés ainsi que de leurs unités de soutien, lesquels sont opérationnels sur le terrain, comme on le sait, depuis déjà quelques années.

La menace posée par CONDECA, le groupement d'États conservateurs qu'unit, du moins officiellement, depuis les années 1960, son opposition à toute avancée « communiste » dans la région d'Amérique centrale, fait étroitement partie de ce sombre tableau. Comme on peut le voir au tableau 5, la combinaison des forces armées du Guatemala, du Honduras et d'El Salvador donne aux planificateurs militaires de Managua des inquiétudes d'une autre dimension. Ces officiers d'état-major font face à une multitude déconcertante d'ennemis possibles dans presque toute la région, et leur espoir d'obtenir de l'aide est très faible. Personne à Managua ne pense sérieusement que Cuba, encore moins l'Union soviétique, n'offrirait d'aide militaire importante dans le cas d'une agression du CONDECA, d'une invasion des États-Unis ou, ce qui est plus vraisemblable, d'une combinaison des deux.

Autres

La fréquence à laquelle les États-Unis et Cuba reviennent dans les discussions sur les perceptions de menace en Amérique centrale, attire l'attention sur le rôle, réel ou possible, de ces pays dans cette région. Avant de clore la discussion des perceptions de menace, il faut donc parler des positions de ces deux pays sur la question.

Cuba connaît bien les difficultés de devoir survivre seul, ou presque seul, face à la puissance écrasante et proche que sont les États-Unis. Après sa brève tentative, qui a spectaculairement échoué, d'exporter la révolution dans les années 1960, le comportement cubain s'est stabilisé (tout au moins en Amérique centrale) dans le sens de la prudence et la modération. Sa modération et son acceptation des réalités de sa position géostratégique, Cuba les communique aujourd'hui au reste de la région. La Havane indique sans équivoque au FSLN au pouvoir, comme au FMLN qui en est loin, que l'extrémisme et la confrontation directe avec les États-Unis ne peuvent qu'être désastreux. Malgré les tendances

Tableau 6

Perception de menace aux États-Unis

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Population	[illegible]	3,5	8,8	85,4	,172	5,88	4,8	10,3
Effectifs	[illegible]	77 000[a]	42 000	138 000	2 200	55 000[c]	18 700	180 500
Armée de terre	[illegible]	70 000[b]	40 000	105 500	1 900	38 000	15 400	145 000[d]
Armée de l'air	[illegible]	3 000	850	7 000	315	2 000	2 200	22 000
Marine	[illegible]	4 000	1 200	26 000	50	1 000	1 200	13 500
Chars	[illegible]	152	10	45	—	12	15	10 105
Avions de combat	[illegible]	9	19	103	4	29	27	176
Avions de transport	[illegible]	17	14	32	2	12	23	66
Hélicoptères de combat	[illegible]	10	6	23	3	59	—	44
Hélicoptères de transport	[illegible]	41	12	—	4	6	39	10
Bateaux de patrouille	[illegible]	20	8	103	2	5	13	58
Principaux combattants de surface	[illegible]	—	—	3	—	—	—	3
Sous-marins	[illegible]	—	—	—	—	—	—	3

[illegible]

conservatrices des accords d'Esquípulas II ou, en fait, du processus de Contadora, Cuba a approuvé ces accords comme représentant le meilleur moyen de faire avancer le processus de paix dans la région.

Bien que La Havane soit visiblement satisfaite de la présence d'un autre régime socialiste dans la région, Castro ne cache pas que le maintien de son régime passe en premier, et le dynamisme révolutionnaire en second. Cuba continue donc de se percevoir comme une île menacée par une superpuissance située à moins de 150 kilomètres de ses rives, qui la considère visiblement comme un obstacle. La Havane veut ôter aux États-Unis toute tentation d'envahir le pays par une politique de mobilisation nationale totale axée sur la défense du territoire. Un message qui n'est pas non plus passé inaperçu au Nicaragua.

Les États-Unis peuvent aussi percevoir une menace en regardant au sud vers la région des Caraïbes. Il est difficile d'exagérer l'importance du Canal de Panama, des voies maritimes des Caraïbes et du golfe du Mexique (bien que certains auteurs américains ne s'en privent pas). Les communications avec l'Europe, surtout en période de guerre, lorsque les ports du golfe et le Canal deviennent

essentiels au renforcement et à la mobilité, pourraient être effectivement entravées par un déploiement important de ressources dans les eaux des Caraïbes. L'accès des États-Unis à plusieurs ressources minérales importantes dépend également de ces voies maritimes dans une certaine mesure.[1]

Pour Washington, il existe donc un danger en puissance en temps de guerre en raison de l'accès de l'Union soviétique à des alliés de cette zone vitale, ainsi qu'une menace réelle en temps de paix en raison de la subversion communiste basée à La Havane et à Managua, qui s'étendrait au reste de la région des Caraïbes. Ainsi, les États-Unis réagissent, selon eux, à l'agression communiste en maintenant des troupes dans la zone du Canal, au Honduras, à Guantánamo, et à Porto Rico. Ils maintiennent aussi une grande variété d'installations logistiques et de communications dans certains autres pays de cette région, et dirigent un vaste programme d'entraînement destiné aux forces armées régionales.

Modification des perceptions de menace

Si l'on veut que s'instaure la paix en Amérique centrale, il est essentiel de modifier les scénarios de la pire éventualité et les contextes de longues périodes de crise dont il a été question au chapitre précédent. Comme nous l'avons clairement vu, de nombreux facteurs s'opposent au changement. Certains facteurs, au moins potentiels, pourraient toutefois contribuer à réduire la perception de menace et à établir des mesures de restauration de la confiance qui étayeraient un régime de contrôle des armements.

Ce chapitre a pour objet de mettre en relief les éléments des équations politiques et militaires actuelles des pays d'Amérique centrale qui permettraient de réviser certaines conceptions antérieures de la menace intérieure et étrangère.

Le terrain

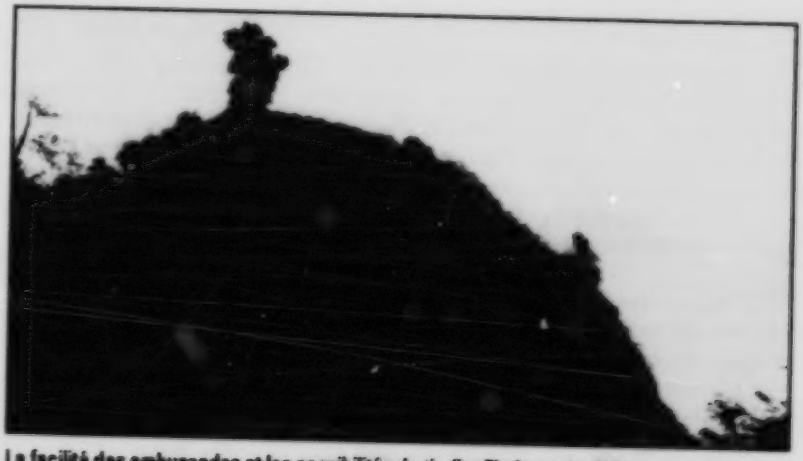
Comme on peut le voir sur n'importe quelle carte topographique d'Amérique centrale, les cinq républiques sont caractérisées par des particularités de terrain que la plupart des observateurs militaires estimeraient nettement favorables à la défense. Il est évidemment difficile de lancer une telle affirmation sans faire l'analyse d'un contexte militaire précis. Néanmoins, selon le raisonnement militaire traditionnel, le terrain accidenté, les jungles et les forêts denses, les montagnes et les marécages, ainsi que les rivières larges et navigables, favorisent plutôt la défense que l'agression.

Ces particularités du terrain posent des difficultés considérables aux opérations offensives d'envergure, au niveau de la concentration des forces, de l'effet de surprise, du maintien des communications et du ravitaillement, et d'une foule d'autres facteurs déterminants. Les routes pouvant résister à un trafic militaire intense sont peu nombreuses et éloignées les unes des autres. Lorsqu'en fait elles existent, elles sont généralement étroites et souvent mal entretenues, et il est peu vraisemblable qu'elles supportent une circulation importante.

L'idée d'une attaque surprise joue un rôle essentiel dans la plupart des perceptions de menace des chefs d'État et des militaires. C'est, bien entendu, ce qui ressort clairement des analyses relatives aux pays d'Europe centrale et du Moyen-Orient. La raison en est simple et évidente : la surprise donne à l'agresseur l'avantage de choisir le moment, la manière de lancer l'offensive ainsi que l'endroit. En Amérique centrale, comme ce qui précède devrait l'indiquer clairement, ce n'est pas chose facile si l'on envisage de porter un coup massif et décisif. À en juger par les guerres passées, soit des années 1820 jusqu'à 1969, la capacité des armées centraméricaines de pénétrer profondément dans le territoire ennemi a été très limitée.[2] Même aujourd'hui, l'une des principales critiques qu'adressent les

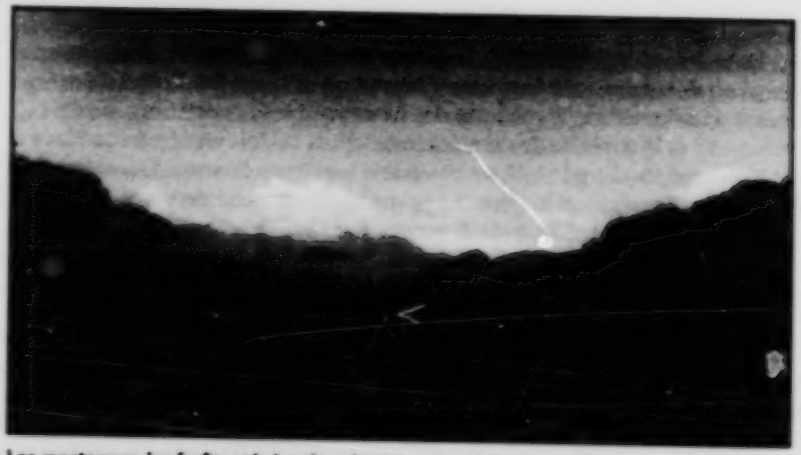
Figure 1 Comment le terrain en Amérique centrale favorise les opérations militaires défensives

En Amérique centrale, les routes sont plutôt rares et espacées. Souvent, la forêt ou la jungle se dresse des deux côtés de la route, ce qui facilite la défense contre les véhicules blindés ou le transport non protégé.



La facilité des embuscades et les possibilités de tir d'enfilade ou de défilement rendent très ardue l'avance rapide des forces d'invasion. Le potentiel défensif des pays centraméricains s'en trouve renforcé.

Les ruisseaux et les rivières, aux berges souvent abruptes, sont très nombreux en Amérique centrale et mettent plus d'un frein à la progression des forces armées, notamment si elles sont motorisées. Rares sont les ponts que pourraient franchir des blindés lourds ou des colonnes importantes. Les obstacles formés par les cours d'eau peuvent donc expliquer eux aussi pourquoi les capacités défensives des États centraméricains peuvent être jugées plus grandes qu'il n'y paraît de prime abord.



Les montagnes, les forêts et la jungle présentent des obstacles presque omniprésents au déploiement de forces armées sophistiquées dans la majeure partie de l'Amérique centrale. Ces caractéristiques constituent depuis toujours une entrave majeure aux capacités offensives des forces armées centraméricaines et le resteront sans doute dans l'avenir.

officiers américains à l'armée salvadorienne porte sur le fait que celle-ci, comme les armées de ses voisins, a une mobilité qu'elle ne peut guère soutenir sur de longues distances.

Même si en Amérique centrale les distances aériennes ne sont pas particulièrement grandes, il est également vrai que les armées de l'air, à l'exception de celle du Honduras, sont très mal équipées pour lancer des raids et des bombardements importants sur les cibles ennemies à l'extérieur de leur propre territoire. Les déplacements par voie terrestre sont bien plus difficiles et les distances sont, naturellement, bien plus grandes. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'on tient compte des distances qui séparent les bases clés d'un pays des secteurs cibles importants situés sur le territoire d'un ennemi en puissance.

Ainsi, de sérieuses contraintes opérationnelles font obstacle à la planification d'une offensive d'envergure contre un pays voisin. Les armes antichars contemporaines, par exemple, permettent facilement de retarder ou, en fait, de stopper une offensive basée sur une ou deux routes. Les particularités du terrain susmentionnées ne font qu'augmenter cette difficulté pour l'agresseur, en ce sens qu'il est facile d'organiser des embuscades à l'enfilade ou en défilement dans la plupart des secteurs de la région; en effet, les armes permettant d'effectuer des embuscades de ce genre sont déjà fournies en abondance, ou bien elles pourraient l'être rapidement à toutes les armées de la région, à l'exception peut-être du Costa Rica.

Armes offensives contre armes défensives

Dans les milieux militaires, le débat entourant ce qui constitue une arme offensive ou défensive est très ancien. Ce concept même a fait l'objet de nombreuses discussions dans le contexte des innombrables négociations sur le désarmement et le contrôle des armements depuis la Conférence de La Haye en 1907, sinon plus tôt. En général, on considère les armes de son ennemi (ou rival) comme étant offensives, et les siennes propres, purement défensives. Il n'en reste pas moins que cette distinction pourrait se révéler utile, dans le contexte centraméricain, surtout si on l'applique aux forces dans leur ensemble, à leurs déploiements et à leurs positions, et pas seulement aux systèmes d'armements.

L'expression « défense non provocatrice » est de plus en plus fréquemment utilisée comme moyen possible de rassurer un ennemi en puissance que l'on n'a aucune intention agressive à son égard. Quoique cette idée puisse n'être que de peu d'utilité à l'heure actuelle en Europe centrale (bien que ce soit également discutable), elle pourrait bien se révéler utile en Amérique centrale. Il est possible d'envisager des combinaisons d'armements qui renforcent les effets négatifs des particularités du terrain sur la possibilité d'une offensive. Étant donné la faiblesse relative des forces centraméricaines lorsqu'il s'agit de pénétrer en territoire

ennemi, il serait concevable de renforcer les positions défensives au détriment du potentiel offensif.

L'idéal serait de découvrir quelle combinaison de forces et de systèmes d'armements offensifs et défensifs consoliderait le potentiel de défense d'un pays, sans affaiblir celui d'un autre. C'est ce que nous verrons au prochain chapitre.

Facteurs politiques

Il va sans dire que les facteurs politiques en Amérique centrale peuvent exercer une influence considérable sur la modification des perceptions actuelles de menace. Selon la plupart des observateurs, les négociations relatives au processus de paix ont eu, jusqu'à présent, un effet très salutaire sur ces perceptions. Il faut admettre, toutefois, qu'elles n'ont pas encore donné de résultats concrets exceptionnels.

Ces perceptions de menace pourraient être grandement modifiées si les puissances étrangères, soit, dans le cas des États-Unis, considéraient de manière plus positive l'évolution des événements dans la région, soit, dans le cas de Cuba, indiquait clairement aux groupes de guérillas que leur intransigeance excessive à l'égard des négociations de paix pourrait leur faire perdre une grande partie de l'appui que leur accorde La Havane. Managua se trouverait face à des conditions entièrement nouvelles si la menace posée par les États-Unis ou les contras était réduite ou éliminée, et elle s'est montrée jusqu'ici disposée à accéder à presque toutes les exigences américaines touchant à la sécurité afin d'obtenir l'un de ces résultats ou les deux. En dépit de la capacité considérable du FMLN de soutenir une grande partie de l'effort de guerre, si Cuba retirait ou réduisait sensiblement son aide morale et autre, ce serait un coup terrible pour ce groupement de forces rebelles disparates.

En outre, les garanties offertes par une superpuissance aux États qui se perçoivent menacés par des ennemis plus puissants pourraient considérablement renforcer le sentiment de sécurité de ces États. À cet égard on songe aux républiques du CONDECA et surtout au Costa Rica. Si les États-Unis redonnaient l'assurance qu'une agression du Nicaragua contre un pays comme le Costa Rica, fondamentalement désarmé, les amènerait à se porter automatiquement à la défense de ce dernier en cas de conflit, ce serait sûrement la garantie la plus efficace imaginable que Managua ne tenterait jamais de s'embarquer dans une telle aventure et que, même si elle la tentait, elle serait rapidement dissuadée de poursuivre l'agression. Il vaut peut-être la peine de mentionner ici qu'il ne s'agirait en fait que de la confirmation d'une garantie que de nombreuses parties estiment inhérente, du moins à cette relation bilatérale particulière, puisque le Costa Rica et les États-Unis ont tous deux signé le Pacte de Rio et la Charte de l'Organisation des États américains.

De telles garanties fournies aux autres puissances régionales pourraient également aider celles-ci à présenter une analyse de leurs propres positions stratégiques qui soit moins dominée par la menace. Le Honduras pourrait bénéficier autant que le Costa Rica d'une telle garantie. Il est évident qu'une « garantie » soviétique fournie au Nicaragua serait très provocatrice, mais personne à Moscou n'indique la moindre intention en ce sens.

Les accords de paix sont eux-mêmes des déclarations politiques visant à rassurer les républiques concernées quant aux intentions pacifiques de leurs voisins. Toute la gamme de questions de sécurité discutées dans ces négociations, et notamment dans le Projet d'accord de Contadora, visent à établir des mesures de restauration de la confiance et, en fait, un régime de contrôle des armements vérifiable, qui devrait pouvoir donner lieu à une diminution réelle de la perception de menace.

Régime possible de contrôle des armements

La discussion précédente au sujet des perceptions de menace, ainsi que d'autres facteurs, ont servi de point de départ au débat portant sur la nature d'un régime de contrôle des armements acceptable pour l'Amérique centrale. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction de la présente étude, nous pouvons présumer qu'un tel régime pourrait s'inscrire dans un accord de paix général, accepté de préférence par les insurgés mais, si ceux-ci n'y adhéraient pas, qui permettrait d'une façon ou d'une autre de mettre fin au rôle actif des mouvements rebelles. Nous émettons aussi l'hypothèse que les points essentiels relatifs à la sécurité dont il a été question dans le dernier projet d'accord de Contadora seraient maintenus.

À quoi pourrait ressembler un tel régime de contrôle des armements? Tout d'abord, le projet d'accord de Contadora, ainsi que les études diplomatiques et universitaires portant sur un régime de contrôle des armements en Amérique centrale, font ressortir le besoin d'assigner des valeurs aux divers systèmes d'armements et aux établissements militaires afin de convenir des réductions auxquelles devraient consentir les divers États signataires de l'accord, ainsi que des éléments soumis à réglementation. En s'accordant sur un tel système de valeurs, on tiendra compte :

- des exigences en matière de sécurité et de la capacité de défense de chaque État d'Amérique centrale;
- de l'étendue du territoire et de la population;
- de la longueur et des caractéristiques des frontières;
- des dépenses militaires par rapport au produit intérieur brut (PIB);
- du budget militaire par rapport aux dépenses publiques et aux autres indicateurs sociaux;
- de la technologie militaire, de la capacité relative de combat, des effectifs militaires, de la qualité et de la quantité des installations et des ressources militaires;
- de l'armement sujet au contrôle et de l'armement sujet à la réduction; et
- de la présence militaire étrangère et des conseillers militaires étrangers dans chaque État d'Amérique centrale.

Source : Extrait de *Military Balance*, 1988-1989 de l'Institut international d'é

des stratégiques, (Londres, 1988).

Il ne s'agit pas ici de prévoir un tel système mais uniquement d'envisager la tendance générale des réductions et des modifications. Cette approche générale devrait servir de ligne directrice à une analyse éventuelle plus détaillée.

Le Guatemala

Il convient peut-être d'examiner d'abord le pays qui a le plus souffert, et le plus longtemps, des troubles, de la violence et de l'insurrection. Afin de répondre aux préoccupations légitimes de défense du Guatemala, imaginons les modifications suivantes :

- réduction des effectifs proportionnelle à la réduction des forces en El Salvador;
- armée de l'air de même niveau qu'aujourd'hui et proportionnelle à celle d'El Salvador; et
- aucune augmentation du nombre des conseillers étrangers.

Des diplomates et des observateurs militaires américains ont fait remarquer que les forces armées guatémaltèques pourraient supporter des coupures numériques importantes. Néanmoins, même les optimistes pensent que pour des raisons de cohésion institutionnelle et de perception du rôle national, de telles réductions ne pourraient pas porter les effectifs militaires à moins de 33 000 hommes. Cela pourrait bien suffire toutefois à entraîner une importante réaction positive des rivaux étrangers, sans que la capacité du gouvernement guatémaltèque de faire face à une nouvelle menace interne n'en soit nécessairement affaiblie.

Le Honduras

Ce pays d'Amérique centrale, qui est le plus exposé dans la crise actuelle, pourrait apporter les modifications suivantes à sa position de défense et à sa situation stratégique :

- augmentation du matériel antiblindé de l'armée de terre;
- augmentation des capacités de sapeurs de l'armée de terre (actuellement, il n'y a qu'un seul bataillon du génie);
- réduction du nombre des conseillers militaires étrangers;
- réduction du personnel militaire étranger basé dans le pays;
- maintien de forces aériennes de même taille et de même qualité;

- retrait, des frontières honduriennes, de troupes du Nicaragua et d'El Salvador;

- réduction importante ou même élimination des troupes étrangères engagées dans les manoeuvres et l'entraînement.

L'expansion et la modernisation des forces armées honduriennes sont un phénomène récent et l'armée, en tant qu'institution, n'envisagerait qu'avec une très grande réticence des compressions pouvant menacer son prestige, ses modes de promotion des officiers, sa capacité perçue de défendre le pays ou d'écraser les mouvements rebelles éventuels, ou son rôle d'arbitre final dans la prise de décision nationale sur des sujets qu'elle considère décisifs. Il n'est pas impossible toutefois que la restructuration esquissée ci-dessus puisse être entreprise sans perturbations excessives liées à ces intérêts.

El Salvador

C'est le pays qui pose le plus grand défi puisqu'il présente les difficultés les plus nombreuses et les plus complexes dans presque tous les domaines de préoccupation évoqués jusqu'ici. On pourrait connaître la situation suivante :

- augmentation du matériel antiblindé de l'armée de terre;

- augmentation du matériel antiaérien de l'armée de terre;

- maintien des forces aériennes au même niveau;

- réduction du nombre de conseillers étrangers;

- réduction de l'armée proportionnelle à la réduction de celle du Guatemala;

- retrait de la frontière hondurienne.

Les autorités salvadoriennes, et notamment les autorités militaires, répugneront pendant un certain temps à réduire leurs forces anti-insurrectionnelles ou, en fait, leurs effectifs globaux autrement que de façon limitée. Néanmoins, les changements indiqués ci-dessus, et les caractéristiques de la position des forces salvadoriennes qui sont retenues, pourraient être acceptables.

Le Nicaragua

On a démontré que la situation stratégique du Nicaragua est compliquée du fait de deux menaces intérieures, chacune d'elles étant toutefois entièrement distincte de l'autre. La menace que représentent les États-Unis requiert un certain

type d'armée, alors que la menace constituée par la contra de l'autre côté de la frontière du Honduras voisin en requiert un autre. En revoyant la situation du Nicaragua, les changements suivants pourraient être faits :

- grande armée de réservistes;
- réduction de l'armée régulière;
- armée de l'air de même niveau;
- renforcement du matériel antiaérien;
- accepter de ne compter aucun avion à réaction dans le stock;
- réduction importante mais non massive du matériel blindé (notamment les chars);
- importante réduction du nombre de conseillers étrangers ou leur retrait;
- retrait des frontières hondurienne et costaricienne;
- mesures d'envergure quant au contrôle des frontières entre ces deux pays.

Cette position de force pourrait avoir un puissant effet de dissuasion sur toute possibilité d'invasion par les États-Unis, tout en réduisant sensiblement la capacité offensive du Nicaragua relativement à ses voisins. Les forces capables de faire face aux groupes intérieurs armés resteraient disponibles, mais les forces régulières écrasantes seraient du passé, et cela pourrait être perçu de la sorte par ceux qui, à l'étranger, nourrissaient auparavant des craintes à leur sujet.

Le Costa Rica

On pourrait soutenir qu'on ne devrait pas toucher à ce pays déjà désarmé et qui affiche une certaine paranoïa nationale lorsqu'il est question du potentiel militaire de ses voisins. Nous ne partageons pas ce point de vue dans notre analyse et proposons les modifications suivantes :

- augmentation des ressources en génie de la Garde civile (à l'heure actuelle, il n'y a pas d'ingénieurs militaires, comme tels);
- maintien des effectifs actuels de la Garde civile;

- augmentation minime de l'armement antiblindé léger de la Garde civile;
- modalités de surveillance des frontières avec le Nicaragua.

Idéalement, cette position de force serait appuyée par la garantie offerte par les États-Unis mentionnée dans la discussion sur les facteurs politiques susceptibles de modifier la perception de menace. Dans tous les cas, cette structure, combinée aux changements relatifs aux forces armées du Nicaragua que l'on a mentionnés, réussirait à réduire le degré d'insécurité ressentie à San José.

Que vérifierait-on?

Comme on l'a déjà vu, les aspects de la vérification de tout accord de paix en Amérique centrale ont été au coeur des perceptions des principaux protagonistes de la région au cours de la dernière décennie. Les États-Unis ont déclaré clairement, en public et par l'intermédiaire d'interventions privées, que leur méfiance à l'égard de la sincérité et des intentions du régime sandiniste exige que celui-ci offre une garantie des plus sérieuses quant à son comportement futur. C'est particulièrement le cas lorsque les points discutés dans les négociations jusqu'à présent sont axés sur la sécurité.

Cette insistance des États-Unis s'est répercutée sur les points de vue et les positions de négociation de divers États, surtout ceux du Honduras et d'El Salvador. Ces deux pays ont régulièrement exigé un régime de vérification appuyant les engagements pris par les Nicaraguayens dans l'Accord de Contadora et le projet d'accord d'Esquípulas II. Cette position des États-Unis, du Honduras et d'El Salvador leur a tout bonnement valu d'être accusés par d'autres de se servir de la condition préalable de la vérification pour retarder le progrès de l'accord de paix, pour donner le temps d'agir à d'autres pressions et provoquer des conditions défavorables au régime de Managua. Bien qu'il y ait du vrai dans cette affirmation, elle ne change en rien le fait fondamental que tous les pays de la région et de l'extérieur sont victimes, comme on l'a vu, d'une méfiance mutuelle, et qu'un accord de contrôle des armements non vérifiable n'aurait donc pas grande valeur.

Soulignons toutefois que la vérification a des ramifications très variées et extrêmement importantes, surtout celles d'un régime de vérification qui permettrait vraiment de restaurer la confiance chez les protagonistes de la région et de l'extérieur de la région. Jusqu'à tout récemment, les cinq républiques se sont montrées peu intéressées à discuter du cadre d'un tel mécanisme de vérification ou des ressources qui seraient alors nécessaires. Les représentants des organisations internationales et les états-majors nationaux intéressés se sont plus d'une fois sentis frustrés par le manque de compréhension et d'empressement que manifestent les Centraméricains quand il s'agit de la vérification des accords. Dans les cinq capitales de la région, on présumait qu'une fois un accord conclu, un régime de vérification visant à l'appuyer en découlerait automatiquement.

Les négociations de Contadora, auxquelles participaient les dirigeants de pays ayant peut-être plus d'expérience des affaires internationales, et certainement davantage du maintien de la paix et des Nations Unies, ont traité la question de vérification comme étant un sujet important et une condition sine qua non du progrès vers la paix. Les projets d'accord, comme on le voit dans l'annexe A, mettaient au premier rang des priorités un régime de vérification qui donnerait

l'assurance à toutes les parties signataires d'un accord de paix général que les autres signataires se conformeraient à cet accord.

Sous la rubrique des discussions sur la vérification dans le cadre des négociations tenues jusqu'à ce jour, l'exigence d'une vérification à la fois politique et militaire a été reconnue. C'est naturellement le résultat des objectifs profondément ambitieux d'Esquípulas II, qui visaient non seulement à confirmer les propositions d'arrangement concernant la sécurité qui figuraient déjà dans les derniers accords de Contadora, mais aussi à apporter un changement politique spectaculaire, en vue de faire avancer la démocratisation dans la région et, de ce fait, d'intéresser les groupes de guérillas à participer à un dialogue national pacifique. Sans entrer dans le détail de telles ententes politiques, notons que l'une d'entre elles envisage une aide au niveau de la vérification du fonctionnement des commissions nationales de réconciliation, des accords en matière de droits de la personne, de la tenue d'élections démocratiques, et des accords au chapitre du contrôle, du traitement et de la réinstallation des réfugiés.

Sur le plan de la sécurité, tel que l'auteur l'a mentionné dans une étude précédente[3], il serait nécessaire de vérifier et de surveiller un vaste éventail d'activités dont il aura été convenu au niveau des gouvernements et des quartiers généraux des forces armées et à l'échelon local. Il serait également nécessaire d'établir une fonction de documentation et de recherche ainsi qu'une infrastructure.

Pour les besoins de la présente étude, toutefois, nous mettrons davantage l'accent sur les modifications et les confirmations de la structure des forces vues dans le chapitre précédent, sans oublier le contexte plus large de tout régime de contrôle des armements. Il faudrait vérifier tout un ensemble de questions uniquement liées à la sécurité pour éviter qu'une entente sur ce régime de contrôle négocié ne tombe en discrédit aux yeux de l'une ou de plusieurs des parties concernées.

L'élément de l'accord dont la vérification est sans doute le plus nécessaire a trait à la réduction réelle des effectifs militaires. C'est, après tout, l'apparente supériorité du Nicaragua au niveau des effectifs mobilisables et mobilisés qui préoccupe beaucoup San José, Tegucigalpa, et San Salvador. C'est également l'importance numérique des effectifs d'El Salvador qui inquiète Tegucigalpa et Guatemala City. Dans certains cas, il s'agit de réductions numériques considérables. Étant donné le déploiement des forces militaires dans tous les pays concernés, ainsi que la difficulté qu'il y a à déterminer les effectifs et le déploiement de l'armée de n'importe quel pays du Tiers-Monde, mieux vaut éviter de considérer que cette tâche particulière soit facile.

Bien que ce ne soit pas, à strictement parler, une question de réduction des forces, la vérification des forces de réserve nicaraguayennes qui, dans le cadre du plan discuté, seraient maintenues à un niveau élevé ou même, en théorie,

augmentées (selon le résultat des négociations) ajoute aux difficultés. L'expérience de Grenade et les accusations des États-Unis relatives à une intervention militaire cubaine excessive au Nicaragua lui-même indique que cette question des forces de réserve peut en fait être assez délicate. Il s'agit de savoir à quel moment un réserviste passe de l'état du civil à celui de soldat. Pour éviter d'autres récriminations à ce sujet, surtout si la défense nicaraguayenne doit dépendre, proportionnellement, encore plus des forces de réserve qu'elle ne le fait aujourd'hui, il est nécessaire de négocier à ce sujet et de définir clairement la terminologie pertinente avant qu'il ne soit possible de couler des ententes dans le béton.

Les réductions de matériel posent un problème peut-être encore plus épineux. La surveillance des manoeuvres, de la concentration et du contrôle de certains gros engins comme les chars, d'autres véhicules blindés, et les avions, sera probablement assez facile. Ce ne serait pas nécessairement le cas des systèmes d'armes de haute technologie plus petits et peut-être plus perfectionnés. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le nombre des avions et des chars serait réduit dans certains cas. Étant donné la nature de ces armes dans le milieu centraméricain relativement peu avancé militairement, ces réductions seraient une pièce maîtresse du plan de vérification comme elles le seraient d'un régime général de contrôle des armements.

Les réductions ne sont toutefois qu'un aspect de la question. Plusieurs propositions recommandent des augmentations d'armes ou de matériel. Pour certains pays, cela inclut le matériel technique, pour d'autres, des armes antiaériennes et du matériel antiblindé pour la plupart des forces armées de la région. Il y aura des achats et des livraisons de ces armes antichars et antiaériennes et de matériel technique militaire. Ces transactions commerciales devront être surveillées avec la plus grande attention pour éviter toute accusation quant à l'importance de ces commandes.

Le départ des conseillers occasionnerait également certaines difficultés aux parties chargées de la vérification des accords. Il y a déjà eu de nombreuses discussions acrimonieuses sur la définition de « conseiller militaire ». Les pays où il y a la conscription ont du mal à envoyer des conseillers de quelque nature à un pays récipiendaire, sans se faire accuser d'ajouter une dimension militaire à cette assistance. Ainsi Cuba, qui estime nécessaire la mobilisation nationale totale afin de dissuader les Américains d'attaquer l'Île, dispose d'un nombre limité de jeunes gens qui peuvent fournir une aide technique quelconque à l'étranger sans que des gouvernements méfiants ne les accusent d'appartenir, d'une certaine façon, à l'armée. Par ailleurs, il ne faut pas croire naïvement qu'il n'y a pas de facteur militaire lorsque ce genre de personnel est détaché dans les pays qui intéressent la sécurité du pays qui l'envoie.

Il faut absolument souligner que le rôle de conseiller que jouent les États-Unis en Amérique centrale remonte officiellement à un demi-siècle au moins et, en comptant les premières interventions dans la région, à bien plus loin. Le fait que les États-Unis jouent un tel rôle dans la région est bien établi dans la vie militaire centraméricaine. En tant que superpuissance régionale qui profite indubitablement d'un genre de rapport fondé sur la sphère d'influence, les États-Unis sont en droit de penser que le seul départ du Nicaragua des conseillers militaires cubains et soviétiques, et de ceux du pacte de Varsovie, ne devrait pas nécessairement entraîner un démantèlement réciproque du système global de conseillers et d'aide que fournit Washington aux quatre autres républiques.

Tout ce qui touche au départ des conseillers susmentionnés pourrait être difficilement vérifié. Il pourrait être très facile d'empêcher l'organisme chargé de la vérification de découvrir les Cubains ainsi que le personnel militaire des États-Unis d'origine hispanique. Toutefois, un facteur capital qui pourrait déjouer ce genre de « tricherie » est que sa découverte par un groupe de vérification efficace causerait beaucoup d'embarras tant au pays d'accueil qu'aux autorités du pays d'où proviennent les conseillers. En supposant qu'aucune des parties ne veuille faire échouer le processus de paix, le spectre de l'embarras pourrait bien être suffisant comme facteur de dissuasion.

L'acceptation d'un régime de contrôle des armements qui exige une réduction des effectifs des armées nationales, et qui provoque donc, au moins à court terme, une certaine nervosité au sein des états-majors nationaux, dépendra du soin mis à aborder d'autres aspects touchant la sécurité dans les accords de paix, c'est-à-dire les manoeuvres, le contrôle des frontières, le déploiement d'armes et de matériel, le retrait des troupes aux frontières et la disposition interdisant les manoeuvres d'intimidation.

La vérification des manoeuvres militaires nationales et internationales qui seraient limitées ou, au niveau international, interdites dans certaines conditions, devient évidemment une tâche plus essentielle lorsque les pays estiment avoir réduit de plein gré leurs propres effectifs de défense à des niveaux qu'ils jugent raisonnables. Conformément à ce qui constituera probablement les principaux accords dans lesquels s'inscrira le régime de contrôle des armements, une surveillance attentive sera nécessaire pour s'assurer que l'avis concernant le temps, le lieu, l'ampleur et la nature de ces manoeuvres a été donné en bonne et due forme. Bien que cela soit particulièrement le cas lorsque des forces extérieures à la région sont en jeu, ce serait nécessaire en général si l'on veut que s'accroisse la confiance à l'égard du régime de contrôle des armements et de l'efficacité de sa vérification.

La question du contrôle des frontières a été au coeur de la détérioration de la confiance mutuelle dans la région et des négociations visant à renverser cette tendance. Dans tous les cas, on ne peut trop souligner l'importance du contrôle des frontières. Si on se reporte à Esquípulas II et à Contadora, aucun progrès ne peut être fait si l'on ne prend pas de mesures relatives aux frontières qui interdiraient l'utilisation abusive du territoire national contre un État voisin, le transfert d'armes à des groupes rebelles au-delà des frontières nationales, et toute forme d'aide fournie aux groupes irréguliers qui visent à renverser le gouvernement légitime d'autres républiques. En plus de ces questions strictement de sécurité, sans un contrôle efficace des frontières, les solutions aux problèmes de réfugiés liés aux accords de paix générale dans la région pourraient également être entravées.

La vérification du déploiement du matériel et des armements, surtout dans le cadre des changements prévus, comptera aussi beaucoup dans la restauration de la confiance. Le Nicaragua, par exemple, dispose de matériel blindé d'une portée assez vaste (le rayon d'action des T-54/55 sur des routes pavées et dans des conditions idéales, dépasse les 400 kilomètres) bien que le manque de transporteurs de chars d'assaut qui permettraient de réduire l'usure des chenilles, limite l'avantage de cette mobilité. C'est pourquoi, l'endroit où seraient installées les bases accueillant de telles forces blindées pourrait accroître ou diminuer la confiance des voisins de Managua. Selon le FSLN, étant donné l'effet de dissuasion qu'ont les chars sur la possibilité d'une invasion des États-Unis par mer ou par air, l'établissement de cette base de matériel blindé près de la capitale, et donc loin des pays voisins, pourrait être vu comme une mesure de restauration de la confiance, au sens le plus général du terme. Dans le contexte nicaraguayen, l'absence de matériel de construction de ponts mobiles pourrait avoir le même effet.

Les réserves d'armes défensives par rapport aux forces globales feraient également l'objet d'une étude attentive des pays voisins qui feraient preuve de méfiance en raison de l'ambiguïté de l'équation armes défensives–offensives exprimée ci-dessus. Le déploiement des sapeurs par le Honduras, sans l'appui de matériel et d'armes visiblement offensifs, pourrait accroître le sentiment de confiance du Nicaragua quant aux intentions pacifiques de Tegucigalpa.

Tous les éléments susmentionnés bénéficieraient d'un accord négocié portant sur le retrait des troupes aux frontières. Dans certains cas, ce retrait serait renforcé, au besoin, par l'établissement d'un corps de troupes interposé servant de force tampon et chargé d'une mission d'observation, quoiqu'il faille souligner immédiatement que, dans le contexte centraméricain, un très grand nombre de troupes devront travailler avec l'organisation chargée du maintien de la paix et de la vérification. Quoi qu'il en soit, un retrait des forces à une certaine distance de la frontière, pourvu que cela ne laisse pas cette zone aux mains d'éventuels fauteurs de troubles (tels les insurgés encore dissidents), pourrait accroître de beaucoup

le sentiment de sécurité des gouvernements de part et d'autre de la frontière. Comme on l'a vu, il serait difficile pour les forces centraméricaines de monter un coup d'envergure et de l'exécuter sur des distances considérables sur un terrain souvent très accidenté. Les gouvernements et les états-majors de la région, forts d'une expérience de près d'un siècle et trois quarts, connaissent très bien leurs limites à cet égard. Ainsi, un retrait à une distance moyenne — aux yeux de ceux qui ont l'habitude de l'Europe — pourrait ne pas sembler très spectaculaire. Toutefois, un tel retrait volontaire pourrait être, en fait, très utile aux Centraméricains qui s'estiment exposés aux risques d'agression.

Un élément moins évident mais tout aussi important serait l'assurance que les activités militaires ne soient pas de nature à intimider les pays voisins. Dans le passé, les manoeuvres militaires, les achats de matériel, les exercices internationaux, et même de simples déclarations politiques des pays adjacents ont particulièrement inquiété le Nicaragua et le Costa Rica. Étant donné les rapports entre le Nicaragua et les États-Unis, et le statut de pays pratiquement démilitarisé du Costa Rica, sans parler de la réduction générale des effectifs militaires envisagée pour l'ensemble de la région, il importera que l'intention de s'abstenir d'intimider ses anciens adversaires se traduise visiblement par des faits.

Enfin, même si la présente étude ne traite pas, à proprement parler, des aspects politiques d'un accord de paix, il en est un qu'il est impossible d'ignorer. Il a trait à la subversion. S'il faut nécessairement que les discussions sur les perceptions de menace traitent largement de la menace conventionnelle, il est cependant évident que pour les régimes actuels, les réalités de la vie centraméricaine rendent la question de la subversion au moins tout aussi importante, souvent au niveau du cauchemar, que le danger d'une agression étrangère de type conventionnel.

Les régimes des pays d'Amérique centrale souffrent généralement d'une insécurité et d'une instabilité très grandes. Comme on l'a vu, les armées, dès leur modernisation au début du siècle dernier, ont autant répondu aux menaces intérieures qu'étrangères. Les rapports tendus entre El Salvador et le Nicaragua ne sont que vaguement liés à un risque d'agression conventionnelle; ils résultent plus sûrement de la façon dont San Salvador perçoit la détermination de Managua de participer au renversement du régime salvadorien. Si les rapports entre le Nicaragua et le Honduras sont tendus, ce n'est pas tant à cause de la crainte qu'éprouve Tegucigalpa face à la croissance de l'armée nicaraguayenne (bien que ce soit naturellement une de ses préoccupations, étant donné les intentions hostiles attribuées à Managua), qu'à cause du mécontentement du Nicaragua face à la mauvaise volonté persistante du Honduras à faire quoi que ce soit pour freiner les activités des contras dans ce pays, ce qui amène Managua à conclure qu'une telle mauvaise volonté signifie que le Honduras appuie effectivement les objectifs des contras.

Tout régime de contrôle des armements doit comprendre les éléments permettant de vérifier que les pays de la région n'appuient pas les activités des groupes rebelles visant à renverser les gouvernements qui cherchent à négocier un accord établissant un tel régime, et ne ferment pas non plus les yeux sur ces activités. L'éventuel l'organisme de vérification aura un rôle décisif à jouer et il remplira peut-être la tâche qui contribuera le plus à instaurer un vrai sens de sécurité dans les capitales voisines. Malheureusement, cette tâche est aussi en puissance la plus délicate et la plus exigeante de toutes les tâches que devra accomplir cet organisme de vérification.

Comment procéderait-on à cette vérification?

Tous les observateurs seraient d'accord aujourd'hui avec Jozef Goldblat et Victor Millan qui disaient que le projet d'accord de Contadora était « le document de contrôle des armements régional multilatéral le plus complet qui ait jamais été soumis à l'attention internationale. »[4] Les accords d'Esquípulas II, de Sapoá, de février 1989 en El Salvador, et de Tela, n'ont fait qu'accroître la complexité et la portée des objectifs avancés dans les plans de paix généraux pour l'Amérique centrale. Actuellement, il n'existe bien sûr pas de document unique du genre. Il n'y a que les divers ensembles de négociations, dont certains ont été acceptés en principe seulement, et d'autres ratifiés et signés. Comme nous l'avons dit auparavant, les discussions portant sur un régime de vérification mis en place pour garantir un régime général de contrôle des armements, lui-même établi pour appuyer un accord de paix, seront très difficiles, à mesure que les planificateurs tentent de passer des généralités aux détails.

Par conséquent, trouver le moyen de vérifier si les parties se conforment aux dispositions d'un accord de paix qui comprend un régime de contrôle des armements est peut-être la question la plus difficile à traiter dans une étude comme la nôtre. Notre présent effort est loin d'être le dernier mot, et il est assujetti aux limites considérables imposées par l'absence d'un document précis auquel se reporter. Nous nous trouvons donc dans la situation regrettable de devoir nous concentrer sur des généralités et éviter la tentation de nous arrêter sur des questions plus concrètes.

Tout d'abord, il apparaît aujourd'hui que le processus d'accord de paix se poursuivra sous l'égide des Nations Unies, et aussi probablement de l'Organisation des États américains, ces deux organismes internationaux travaillant vraisemblablement de concert. Malgré l'impopularité dont souffre l'ONU auprès des États-Unis, et celle de l'OEA auprès du Nicaragua, ces deux organisations internationales semblent aujourd'hui s'être fermement engagées dans le processus de paix, et il est difficile d'imaginer de les remplacer par qui que ce soit.

Bien que nous ne cherchions pas ici à traiter directement de la vérification politique, tout régime de vérification doit tenir compte d'une manière ou d'une autre du problème que pose la subversion, que celle-ci soit militaire ou politique, dans le cadre des mesures de contrôle des armements établies dans le processus de paix. Il sera difficile de vérifier si les États signataires de l'accord ne cherchent pas à renverser d'autres régimes. Pour ce faire, il est bien possible qu'il soit nécessaire de disposer surtout de personnel civil qui agirait de diverses manières et dans plusieurs endroits afin de tenter de donner l'assurance aux autres pays qu'un pays en particulier ne cherche pas directement à les renverser.

Bien sûr, il est évident qu'il faudra veiller à ce que les gouvernements n'appuient pas des éléments subversifs étrangers qui vivent sur leurs territoires nationaux ou opèrent à partir de ces territoires. Là encore, il faut souligner l'importance extrême de cette entreprise absolument essentielle au maintien de la paix.

Il est donc nécessaire de surveiller les activités politiques des gouvernements et des groupes ou particuliers qui pourraient être tentés d'aider les éléments subversifs d'autres pays, ou même de déstabiliser directement ces autres pays. Il faudrait procéder à une surveillance dans les capitales, et probablement dans d'autres villes de divers territoires nationaux. Il pourrait de plus s'avérer nécessaire de surveiller les frontières et, dans certains cas, les zones où des troupes irrégulières pourraient être en activité même après la signature d'un accord de paix.

Il est clair que les équipes d'inspection, ou si l'on préfère, les équipes d'observation, qui passeraient de ce rôle précis, bien que complexe, à un rôle plus général, auraient à accomplir la plus grosse partie du travail. Il pourrait s'agir de patrouilles itinérantes et de petites missions de liaison chargées de :

- vérifier l'exactitude des données concernant les effectifs, les manoeuvres et les questions liées à la sécurité, notamment pour ce qui est du matériel et des armes fournis par les états-majors nationaux;

- surveiller les exercices réels en vue de découvrir si les armées nationales se conforment aux accords limitant les effectifs, l'ampleur, les lieux, l'utilisation des armes, les compositions nationales, etc;

- vérifier auprès des centres d'entraînement et établissements semblables si la présence et le nombre de conseillers étrangers sont conformes aux accords signés;

- surveiller les ports et les aéroports, ainsi que les points d'entrée par route pour vérifier le mouvement des marchandises, du matériel et du personnel;

- surveiller ces mêmes lieux pour vérifier la livraison des armes (leur quantité et leur degré de perfectionnement).

De plus, il faudrait avoir des unités navales équivalentes à ces équipes d'inspection sur terre, poursuivant des objectifs semblables le long des régions côtières clés, de la rivière San Juan, des lacs importants, notamment le lac Nicaragua, et bien entendu, dans le golfe de Fonseca.

L'aspect naval d'un régime de vérification suscite beaucoup moins d'attention que la composante terrestre. Ce n'est pas surprenant, étant donné l'immense

complexité en jeu dans la vérification terrestre. Il faut souligner toutefois qu'il faudra disposer d'embarcations de marine, probablement des dimensions d'une vedette, qui auront peut-être besoin de navires plus grands pour les soutenir. Les pays participant au programme de vérification feraient bien d'envisager cette exigence, vu que les ressources locales seront limitées sinon inexistantes. Il ne sera facile ni pour le Canada, ni pour l'Allemagne fédérale, ni pour l'Espagne d'envoyer de petites embarcations pour une telle mission, bien que l'on puisse espérer que la marine canadienne opérant à partir de la côte Ouest puisse se charger de cette tâche. Celle-ci ne sera pas aisée, surtout si elle exige qu'une escadre accompagne les petites embarcations. On est tenté de conclure qu'une solution logique serait que le Canada et ses deux partenaires européens se partagent la tâche, le Canada fournissant peut-être les petites embarcations et à l'occasion un grand vaisseau de surface, alors que le reste des gros navires proviendrait de l'Espagne et de l'Allemagne fédérale. Il faudra poursuivre l'analyse de cette question.[5]

Les besoins en matière d'unités aériennes équivalentes et leur complément de soutien au sol sont encore plus complexes. Des ressources aériennes seraient nécessaires et devraient être fournies par les parties qui ont convenu d'appuyer le système de vérification. Il est impensable qu'une force de surveillance puisse opérer dans cette région sans disposer d'hélicoptères et d'aéronefs à voilure fixe pour surveiller les activités, non pas tant des bases aériennes et des principaux aéroports que des myriades de pistes d'atterrissage non contrôlées (ou insuffisamment contrôlées) qui parsèment la région et qui se sont multipliées en raison des combats irréguliers qui sévissent en Amérique centrale depuis plus d'une décennie. De plus, le rôle des télécapteurs aéroportés dans les systèmes de vérification mérite que l'on y prête attention. Une récente étude canadienne indique les avantages potentiels de telles techniques.[6]

Il faudra effectuer des contrôles au hasard des dépôts et des installations clés, des zones où pourraient être concentrés le matériel et les armements qui ont été retirés des inventaires des États signataires. Comme dans le cas des opérations de maintien de la paix, il faudra disposer d'un système de communications perfectionné reliant les composantes de la mission d'observation, le siège de la mission aux gouvernements nationaux de ses membres, les éléments sur le terrain et les quartiers généraux des missions de chaque pays d'Amérique centrale, ainsi que d'un système pour coordonner tous les éléments précités. Étant donné le terrain, les distances, la fréquence du mauvais temps, et la médiocrité des réseaux de transport dans la plus grande partie de la région, l'application d'un tel système serait loin d'être facile.

De plus, la mission d'observation devrait s'attendre à passer beaucoup de temps à enquêter sur les plaintes relatives aux violations des engagements pris dans le cadre des accords pertinents ou au défaut de s'y conformer. C'est l'essence même des régimes de vérification dont il est actuellement question et, vu la

complexité de la situation centraméricaine et la nature des groupes en cause, des préoccupations du genre pourraient être nombreuses et n'être pas entièrement injustifiées.

Dans une étude précédente, l'auteur du présent rapport analyse brièvement la facilité ou la difficulté avec laquelle plusieurs des tâches susmentionnées peuvent être accomplies[7]; nous ne nous répéterons pas. Qu'il nous suffise de dire que les besoins d'effectifs seront probablement plus grands qu'on ne l'avait pensé au moment des consultations initiales avec les états-majors nationaux des trois principaux pays chargés de la vérification. On parle aujourd'hui d'un contingent minimal de 300 à 600 personnes, de tous grades, s'il n'est pas nécessaire d'interposer une force entre des nations rivales, ou entre le gouvernement et les armées rebelles dans un pays particulier. C'est là une inconnue de taille, qui dépend entièrement de la signature d'un éventuel accord général, et de l'accueil réservé à cet accord par les rebelles armés opérant contre le Nicaragua à partir du Guatemala, d'El Salvador et du Honduras.

Il est peu surprenant que les planificateurs militaires canadiens, espagnols et ouest-allemands aient souhaité obtenir la collaboration de tous les gouvernements concernés et des groupements armés irréguliers pour qu'une mission technique puisse effectuer une reconnaissance au sol. Une telle mission poursuivrait les efforts entrepris pour évaluer de manière beaucoup plus précise les genres de problèmes que devraient résoudre les responsables d'un régime de vérification et une force de maintien de la paix établis dans la région. Plus précisément, elle examinerait de manière plus approfondie les besoins d'ordre naval, aérien et terrestre, ainsi que les questions liées aux aspects d'ordre juridique, financier et logistique, aux relations publiques, au personnel, à la sécurité, à l'administration et au transport.

À cette étape, lorsqu'on examine la manière dont la vérification doit être effectuée, il importe surtout de souligner qu'il est essentiel que l'organisme de vérification et les missions qui s'y rattachent sachent faire preuve de tact et de patience à l'égard d'armées et de publics peu habitués à l'idée de forces de maintien de la paix et, dans le cas des forces armées, irritées de leur intervention dans des domaines où les militaires estiment avoir la prérogative.

Comme il a déjà été souligné il ne faut pas non plus oublier que cette présence internationale sur le territoire se heurtera en général à une vive opposition, non seulement des éléments rebelles de la population, qu'ils soient de droite ou de gauche, mais aussi des forces armées. Fréquemment, les personnes en cause seront armées, légitimement ou non, et issues d'une société où « le règlement de comptes » par la violence est une tradition établie. Il peut très bien être décidé que pour diverses raisons très valables, les fonctionnaires chargés de la vérification, militaires ou civils rempliront leur tâche, non armés. Toutefois, l'imbroglio dans

lequel se trouve l'Amérique centrale est d'une nature telle qu'il est possible que les personnes chargées du maintien de la paix soient plus souvent qu'avant la cible d'officiers mécontents et insubordonnés des forces armées du pays d'accueil. Ce facteur de complication ne justifie aucunement que l'on renonce à entreprendre les activités de vérification et de maintien de la paix, mais constitue une mise en garde aux milieux appropriés, leur suggérant de prêter attention à cette question. Les actes de banditisme auxquels les membres de la contra se sont récemment livrés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Nicaragua, sont sources d'inquiétudes du fait que les membres de ce mouvement sont armés et qu'ils échappent au cadre habituel de la discipline militaire. Cet état de choses pourrait compliquer une situation déjà dangereuse en puissance.

Un autre sujet relatif à la manière de créer un tel rôle de vérification d'un régime de contrôle des armements est, bien sûr, celui du financement. Une telle opération coûtera cher en argent, en personnel, en administration et en matériel. La vérification sur terre, sur mer et dans les airs est une entreprise coûteuse. Si les Nations Unies et l'OEA se chargent de la mission, le problème épineux du financement que connaissaient auparavant seulement le Canada, l'Allemagne fédérale et l'Espagne, cesse d'être une inquiétude de niveau national et devra être abordé dans un forum plus vaste et plus habituel.

Si, comme le mentionne l'auteur dans une étude précédente[8], les aspects techniques auront beaucoup d'importance pour la vérification générale d'un accord de paix en Amérique centrale, ils pourraient en avoir moins pour la vérification de la partie d'un accord de paix général portant sur le contrôle des armements. Ces aspects, se rapportant au champ d'observation, à la détection, à la discrimination et au captage, aux communications et aux rapports, au contrôle, à la facilité d'emploi et d'entretien, à la protection et à la diffusion des données et aux fausses alertes, bien qu'importants, ne sont pas aussi essentiels pour vérifier le régime de contrôle des armements envisagé que pour s'occuper des activités des groupes rebelles qui sont actuellement en guerre avec leurs gouvernements, ou qui l'ont été récemment.

L'étendue des régions concernées demeure, bien sûr, préoccupante pour tout organisme de vérification qui examine un régime de contrôle des armements, tout comme elle l'est pour les vérificateurs d'un accord de paix générale. Toutefois, dans le cadre d'un tel accord et de l'intégration présumée des groupes rebelles dans la structure nationale, les difficultés dues au champ d'observation sont fortement amoindries. Les équipes d'inspection et les enquêteurs qui s'occupent des plaintes et des violations présumées continueront évidemment de faire face à des conditions de terrain difficiles dans plusieurs régions frontalières, surtout celles du Honduras–Nicaragua, d'El Salvador–Honduras, probablement du Costa Rica–Nicaragua, du Guatemala–Mexique et également d'El Salvador–Guatemala. La superficie totale des cinq républiques est d'environ 450 000 km^2 et des centaines

de kilomètres de régions côtières, de rivières ainsi que de grands lacs s'ajoutent au tableau. L'espace aérien est également vaste, bien entendu, et la tradition de l'utilisation illégale de pistes et de l'emploi abusif de petits avions est depuis longtemps un fait établi.

Les problèmes de détection et de discrimination dont il est souvent question dans les travaux sur la vérification ne sont pas complètement éliminés dans le cadre d'un régime de contrôle des armements, mais ils sont eux-aussi amoindris par la nature plus « officielle » des opérations des missions chargées de la vérification. Il devient moins important de surveiller étroitement les secteurs névralgiques, puisque le déplacement de groupes d'hommes serait probablement moins fréquent, ou même pas nécessairement clandestin. Certains capteurs et autres moyens de détection devront rester en place, mais à un niveau de magnitude inférieur à celui qui est requis lorsque les forces irrégulières sont en cause.

On voit donc qu'une entente sur la vérification visant à dissiper la méfiance mutuelle et, de ce fait, renforcer la confiance des États centraméricains est tout à fait envisageable. Toutefois, il faut comprendre qu'il s'agit d'un objectif complexe comportant de nombreuses difficultés pour toute organisation internationale qui cherche à l'atteindre et aussi pour les principaux pays qui collaborent à cette démarche.

Qui ferait la vérification?

Depuis le début des discussions sur la vérification d'un accord de paix en Amérique centrale, sans compter le régime de contrôle des armements qui pourrait en résulter, la question de savoir qui pourrait mettre sur pied une opération de vérification est restée latente, en coulisses. L'analyse de ce qui entrerait probablement en jeu dans l'opération de vérification étant incertaine (c'est le moins qu'on puisse dire) en raison de l'absence d'un accord dont les dispositions feraient l'objet de cette vérification, il semblait prématuré de trop s'avancer quant à savoir qui devrait y participer.

Les efforts entrepris par le Groupe de Contadora, et plus tard par le Groupe d'appui de Contadora, semblaient indiquer au début que le Mexique, le Panama, la Colombie et le Venezuela, et ensuite l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay pourraient jouer un certain rôle dans le processus de vérification puisque ces pays avaient déjà participé aux négociations de l'accord de paix même. Le rejet par les États centraméricains, au cours de l'hiver 1987-1988, du rapport de la CIVS portant sur la conformité à Esquípulas II a été un choc pour ces deux groupes, mais surtout pour les quatre pays du Contadora. Ils ont eu l'impression de voir leurs efforts de paix repoussés et que les Centraméricains étaient déterminés « à se débrouiller seuls » en tentant de façon irréaliste d'exclure toute aide et toute influence étrangères du processus de paix dans la région. Même s'il est vrai qu'Esquípulas II avait confié les questions de sécurité et de vérification au Groupe de Contadora, avec le temps il est devenu clair que les États centraméricains s'attendaient à ce que tout organisme de vérification leur fasse rapport à eux plutôt qu'à un organisme de surveillance impartial; les quatre États formant le Groupe de Contadora ont donc compris qu'on ne voulait plus d'eux.

Depuis le début de l'initiative du Contadora en 1983, le Canada a appuyé avec vigueur l'effort de paix, et applaudi à ses objectifs et ses victoires. L'Allemagne fédérale, alarmée par la possibilité que la crise d'Amérique centrale ne vienne saper la cohésion déjà chancelante de l'OTAN lorsqu'il s'agit d'engagements hors de sa région, a également cherché à appuyer les efforts de paix générale en Amérique centrale. En Espagne, le gouvernement socialiste de Felipe González a hérité d'une forte tradition d'intérêt de l'Espagne pour la région d'Amérique centrale et, comme on l'a mentionné, il est déterminé à servir de porte-parole pour cette région auprès de l'OTAN et de la Communauté économique européenne. Par conséquent, les pays centraméricains pouvaient se tourner vers trois puissances n'ayant pas d'intérêts directs dans la région, mais appuyant fortement le processus de paix, pour les aider à progresser vers un accord.

Graduellement, ces trois pays membres de l'OTAN, alliés des États-Unis, ont assumé un rôle de leadership, et ont commencé d'être considérés comme

d'éventuels intervenants actifs dans le cadre des accords possibles. Ces pays, dès l'ouverture des discussions sur leur rôle éventuel, connaissaient la limite de leur utilité, même si ce n'était pas nécessairement le cas pour les pays d'Amérique centrale. Le Canada a acquis au chapitre du maintien de la paix une expérience qui est vaste et inégalée, mais il a déjà de multiples engagements, non seulement sur le plan de l'activité de maintien de la paix, mais aussi sur celui de ses engagements envers la souveraineté, l'OTAN et NORAD. La Constitution de l'Allemagne fédérale lui interdit d'envoyer des troupes à l'étranger, bien que cette limitation puisse être interprétée de manière à pouvoir permettre une certaine souplesse. L'Espagne possède d'importantes forces armées, qui n'ont qu'une expérience extrêmement limitée en matière de maintien de la paix; bien que son ancienne position coloniale dans la région puisse avoir certaines répercussions, nul doute que son aide pourrait être précieuse.

Sur le plan technique, les Canadiens pourraient fournir à une mission d'observation en Amérique centrale une planification et un leadership compétents, ainsi que certains effectifs militaires. Même si les compétences linguistiques appropriées du personnel des Forces canadiennes sont limitées, elles sont loin d'être insignifiantes, et les spécialistes en maintien de la paix conviennent que ce genre de limitations n'exclut en aucune façon l'utilité des troupes ne parlant pas espagnol. Le Canada ne dispose pas d'une abondance de matériel, mais il serait néanmoins en mesure d'apporter un peu d'aide dans ce domaine.

L'Allemagne fédérale dispose d'une importante force armée dotée d'un excellent matériel, et elle possède de nombreux hélicoptères et véhicules terrestres dont pourrait grandement bénéficier une mission d'observation dans la région d'Amérique centrale. Quoiqu'elle manque aussi de personnel parlant espagnol dans ses forces armées et dans ses cadres policiers et civils, l'Allemagne fédérale possède des ressources suffisamment importantes pour lui permettre de pallier à ces lacunes.

L'Espagne connaît d'autres genres de problèmes. Il lui est de toute évidence possible de fournir tout le personnel ayant les capacités linguistiques requises pour remplir des tâches de vérification et d'observation en Amérique centrale. En revanche, la restructuration de ses forces armées, pour les intégrer aux forces de l'OTAN au sud-ouest de l'Europe, engage ses effectifs militaires et un large pourcentage de son budget de défense intérieure, situation qui continuera pendant plusieurs années. Son stock de matériel comprend également un nombre important d'hélicoptères et de véhicules terrestres, toutefois Madrid, ou du moins les autorités militaires qui s'y trouvent, pourraient hésiter à laisser transporter ces ressources loin du centre des préoccupations de l'Espagne en matière de défense. En dépit de ce qui précède, le gouvernement espagnol cherche visiblement à faciliter le processus de paix et serait disposé à investir sérieusement dans une telle opération. L'Espagne est actuellement occupée par de petites opérations de maintien de la paix entreprises avec les Nations Unies, et elle vient de créer une

Direction des opérations de maintien de la paix au sein de son ministère des Affaires étrangères.

Il existe donc au moins trois pays qui ont manifesté le désir d'aider le processus de paix en Amérique centrale, en particulier en ce qui concerne les aspects de vérification d'un tel processus, et qui y jouent déjà un rôle dans les faits. Ces trois pays se sont déjà réunis à l'occasion pour entreprendre des travaux préliminaires dans le but d'établir une mission de maintien de la paix dans la région. Madrid, Bonn et Ottawa restent prêts à appuyer, malgré les vastes difficultés inhérentes à l'absence d'un accord de paix net et précis, d'un mandat clair pour la mission de maintien de la paix ainsi que de la permission de mener une mission de reconnaissance technique dans la région.

Au début des pourparlers sur ces points, il semblait que la Norvège se joindrait également au Canada, à l'Espagne et à l'Allemagne fédérale pour jouer un rôle clé dans les aspects de vérification et de maintien de la paix du processus de paix régional. Malheureusement, les rapports difficiles entre San Salvador et Oslo semblent avoir abouti au rejet par El Salvador de la participation de la Norvège à de telles initiatives. Aucun autre État ne s'est joint jusqu'ici à ces trois pays, mais les exigences qu'imposeraient probablement de telles missions d'observation et de vérification indiquent nettement que la participation d'autres pays serait requise.

Vers qui ces trois pays pourraient-ils bien se tourner pour obtenir de l'aide? Idéalement, l'Amérique latine pourrait fournir plusieurs collaborateurs éventuels répondant aux exigences du maintien de la paix général et de la vérification. En Amérique latine, des démocraties ont remplacé de nombreux anciens régimes dictatoriaux depuis les années 1970. Certaines d'entre elles ont manifesté un vif intérêt à l'égard des opérations de maintien de la paix, et il semblerait y avoir peu de raisons pour qu'elles réagissent défavorablement à une demande d'aide venant soit des Nations Unies, soit de l'Organisation des États américains, ou des deux. L'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, en leur qualité de membres du Groupe d'appui de Contadora, seraient tout indiqués pour faire partie d'un tel réservoir de pays apportant leur concours.

Malheureusement, la situation n'est pas très claire, ni nécessairement positive, en ce qui concerne ces pays. L'Argentine, par exemple, a acquis une mauvaise réputation en Amérique centrale en raison de sa collaboration avec le régime Somoza à la fin des années 1970 et avec El Salvador, et du soutien qu'elle a fourni, en général, aux dictatures les plus répressives de la région jusqu'en 1983. Il est certain que l'arrivée au pouvoir du général Alfonsin, et l'établissement d'un régime démocratique apparemment stable, a modifié l'opinion des Centraméricains à l'égard de l'Argentine, mais l'héritage du passé est tel que certains pays pourraient trouver difficile de collaborer avec des forces armées qui se sont montrées si peu loyales envers le nouveau gouvernement de Buenos Aires.

En revanche, le Brésil semble jouir d'un régime démocratique stable pour le moment, et ses forces armées sont suffisantes pour aider de manière spectaculaire toute opération de maintien de la paix. Il dispose des effectifs et du matériel qui lui permettraient d'y faire une contribution importante, et il possède une certaine expérience dans le domaine du maintien de la paix, ainsi que le désir de participer au processus de paix. Bien qu'il ne parle pas espagnol, le soldat brésilien est souvent capable de comprendre cette langue et de se débrouiller parmi ceux qui la parlent. De plus, l'espagnol ressemble suffisamment au portugais pour que les Brésiliens puissent le lire et l'apprendre assez rapidement. Il est vrai que dans le sud de l'Amérique latine, on redoute une éventuelle tentative d'hégémonie des Brésiliens dans la région. Ces préoccupations se sont accentuées en raison de la baisse spectaculaire du pouvoir relatif de l'Argentine, le rival traditionnel du Brésil, pour ce qui est de l'hégémonie et de l'influence dans la région, et la plupart des voisins de ce pays en ressentent nettement la pression aujourd'hui. Néanmoins, cette crainte est beaucoup moins forte plus au nord, et presque inexistante en Amérique centrale même. Si le Brésil pouvait s'intéresser aux activités de maintien de la paix et de vérification, il semble que son aide devrait être accueillie avec reconnaissance.

Le Pérou a lui aussi appuyé activement l'effort de paix en Amérique centrale. Toutefois, Lima est bien trop perturbée par la quasi-insurrection des guérilleros du « Sentier lumineux » et les milliers de victimes recensées jusqu'à présent, pour pouvoir apporter une aide quelconque en affectant des ressources militaires à la vérification des dispositions d'un régime de contrôle des armements éventuel, ou pour fournir d'importantes ressources en personnel à une opération de maintien de la paix.

Les forces armées de l'Uruguay ne sont pas aussi nombreuses que celles des trois autres pays d'Amérique latine mentionnés jusqu'à présent. Néanmoins, elles sont importantes, elles ont acquis récemment de l'expérience en matière de maintien de la paix, elles parlent espagnol et sont assez bien équipées. Bien que les années de répression avant le récent rétablissement de la démocratie aient nui à leur réputation, elles ne sont pas celles d'une grande puissance, même à l'échelle régionale, et elles n'ont pas eu d'expérience directe de l'Amérique centrale qui pourrait compromettre leurs chances d'être acceptées par l'un des pays de la région. Jusqu'ici, Montevideo a manifesté un intérêt évident envers le processus de paix en Amérique centrale, et serait peut-être également prêt à fournir une aide restreinte sous forme d'effectifs et autres ressources.

Si l'on passe des pays du Groupe d'appui aux membres mêmes du Groupe de Contadora, là encore, les collaborateurs éventuels ne sont pas aussi nombreux qu'on aurait pu l'imaginer. Panama, aux prises avec une grave instabilité et la menace d'une guerre civile, n'est guère en mesure d'aider, même si ce pays était considéré acceptable par les cinq républiques d'Amérique centrale. Il ne dispose

pas non plus de forces armées suffisamment importantes, ni convenablement organisées pour assumer un tel rôle. Quant au Mexique, il est tout simplement trop grand, trop proche, trop impliqué, et trop souvent soupçonné par les Centraméricains pour que ses troupes soient bien accueillies dans la région.

Le cas de la Colombie est très intéressant. Alors que l'armée du pays est pleinement occupée à lutter contre tout un éventail de groupes rebelles et tente de remporter la gigantesque guerre contre la drogue, Bogota désire malgré tout fournir quelques troupes à l'Amérique centrale s'il est sûr qu'elles seront bien accueillies et si sa participation est acceptée par les cinq capitales.

En dépit d'une récente agitation, le Venezuela a retrouvé le calme avec le rétablissement du gouvernement de Carlos Andrés-Peréz, un chef de gouvernement qui considère qu'il serait très souhaitable que son pays joue un rôle plus important dans l'ensemble du bassin des Caraïbes. L'armée vénézuélienne compte des effectifs importants et son matériel est abondant et moderne. Fait plus important encore, son infanterie est assez nombreuse et bien entraînée, et comprend onze bataillons de ligne, cinq bataillons de jungle et six bataillons de rangers. Par conséquent, si ces deux pays étaient acceptés par toutes les parties au conflit plus au nord, ils pourraient fournir une certaine aide.

Il est bien plus difficile de faire des commentaires sur le désir des autres pays d'Amérique latine de s'engager dans une telle voie. De l'avis de l'auteur, on peut exclure la participation du Chili, d'Haïti et du Paraguay pour des raisons diverses, mais largement politiques. Pour l'heure, il est plus difficile de porter des jugements sur l'Équateur, la Bolivie et la République Dominicaine.

Il pourrait exister en Europe d'autres sources d'assistance. Les Pays-Bas participent actuellement à plusieurs opérations de maintien de paix; ils ont déjà participé à ce genre d'activité et considèrent le maintien de la paix de manière nettement favorable. De plus, l'opinion publique néerlandaise s'est montrée très préoccupée par la situation en Amérique centrale, et le gouvernement de La Haye pourrait envisager d'un bon oeil le fait d'être vu comme faisant quelque chose de positif à cet égard.

Les forces armées italiennes sont à la fois importantes et bien équipées et elles ont acquis récemment une expérience considérable en matière de maintien de la paix. Bien que l'Italie ne se soit pas montrée très empressée jusqu'ici à l'égard des questions liées à la paix en Amérique centrale, elle s'est cependant intéressée à un certain nombre de sujets relatifs à la situation. Le parti démocrate-chrétien de l'Italie est étroitement lié à des groupements politiques similaires en Amérique centrale, et notamment aux démocrates-chrétiens salvadoriens. En fait, le plus grand programme d'aide nationale auquel participe l'Italie est destiné à El Salvador, ce qui reflète les liens spéciaux entre ces deux partis. Les Italiens

pourraient faire bénéficier un organisme de vérification et un contingent de maintien de la paix en Amérique centrale de leurs grandes compétences linguistiques, vu que les deux langues, l'espagnol et l'italien, se ressemblent suffisamment pour faciliter la communication. De plus, les Italiens sont populaires dans toute l'Amérique latine, ils se font des amis et établissent facilement des contacts.

La Suède est, de par sa nature et son expérience, un pays vers lequel il semble évident de se tourner lorsqu'on envisage une importante opération de maintien de la paix. Malgré son récent retrait de la mission de maintien de la paix à Chypre, Stockholm participe encore activement à plusieurs missions de maintien de la paix des Nations Unies, et elle pourrait être disposée à prêter à nouveau assistance. Là aussi, l'opinion publique serait probablement en faveur d'une telle initiative, mais il faut savoir toutefois que jusqu'à présent, peut-être à la suite des récentes coupures dans son budget de la défense, la Suède a peu réagi à ce sujet. Il faut ajouter une autre note d'avertissement : certains pays de la région manifestent de la réticence à l'égard de la participation de la Suède.

D'autres pays européens qui participent actuellement aux opérations de maintien de la paix sont la République d'Irlande, la Pologne, le Danemark, la Finlande et l'Autriche. Il est peu probable qu'il soit utile d'impliquer un pays signataire du pacte de Varsovie dans les activités de vérification et de maintien de la paix dans une région que Washington persiste à considérer comme « son arrière-cour ». Bien que Varsovie ait fourni des effectifs respectés aux missions passées et actuelles des Nations Unies, les États-Unis considèrent déjà le processus de paix en Amérique centrale avec suffisamment de méfiance pour qu'il soit utile d'accroître ce négativisme. D'autre part, le Danemark, en tant qu'autre pays membre de l'OTAN, pourrait être très utile si on pouvait le convaincre de se joindre aux autres. Là encore, le gouvernement de Copenhague fait face à une opinion publique qui pourrait bien être favorable à une participation du Danemark.

La petite armée irlandaise est déjà très occupée au Liban et ailleurs au Moyen-Orient. De plus, sa dépendance à l'égard des réservistes pourrait amoindrir sa capacité de fournir le genre de troupes nécessaires en Amérique centrale. De même, de nombreuses troupes finlandaises sont occupées au Moyen-Orient et ailleurs, et il est improbable que la Finlande soit pour le moment tentée de s'engager davantage. L'Autriche a également acquis une expérience assez étendue en matière de maintien de la paix, et certains observateurs ont mentionné Vienne comme source d'aide. Autant qu'on le sache, ce pays n'a pas vraiment manifesté le désir d'aider aucun régime de vérification ou de maintien de la paix dans la région centraméricaine; toutefois, son expérience, l'importance de ses troupes, et ses ressources en véhicules pourraient sans doute être utiles.

À l'extérieur de l'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Maroc et le Ghana, l'Indonésie, Fidji, et l'Inde sont parfois mentionnés comme collaborateurs

possibles. En ce moment, toutefois, les gouvernements de ces pays semblent peu intéressés à assumer un tel rôle. Enfin, le Japon a été parfois évoqué, à la fois en raison de ses enjeux économiques croissants en Amérique latine, et de son profil de plus en plus visible dans les relations internationales et les initiatives liées à la paix en général. Le Japon fait face toutefois à des restrictions d'ordre constitutionnel (concernant la possibilité d'envoyer des troupes à l'étranger) qui sont probablement encore plus strictes que celles de l'Allemagne fédérale. De ce fait, pour le moment, il est peu probable que Tokyo offre autre chose qu'une assistance financière et diplomatique.

Dans toute discussion sur l'élargissement du groupe de pays qui peuvent aider à la vérification d'un régime de contrôle des armements en Amérique centrale, et aux tâches plus vastes de vérification et de maintien de la paix possibles dans cette région, il faut se méfier de toute tentative d'augmenter le nombre des intervenants. L'expérience antérieure a montré qu'un nombre élevé de pays fournissant un nombre relativement faible d'effectifs peut compliquer l'opération au sol sur les plans tant politique que militaire. Bien qu'il puisse y avoir des avantages d'ordre diplomatique et financier à disposer d'un aussi grand groupe de pays, les inconvénients militaires et politiques sont tels qu'il est préférable d'avoir un nombre limité de fournisseurs importants de ressources et d'effectifs nécessaires pour la tâche à accomplir.

La possibilité d'une aide des États-Unis suscite également beaucoup d'intérêt. Les régimes de vérification d'autres régions, notamment au Moyen-Orient, ont profité très largement de l'appui américain au niveau des communications, des transports et de la logistique. Mais l'exécution de missions de reconnaissance aérienne et par satellite hautement efficaces pour renforcer les activités de vérification du personnel et des capteurs au sol a été encore plus importante. Une étude de M. Brian Mandell de l'Université Carleton a fait ressortir l'aide considérable que ces activités ont fournie à l'opération de vérification au Sinaï, et le rôle extraordinaire qu'a joué ce réseau de télédétection dans le maintien de la confiance des Égyptiens et des Israéliens envers le système de vérification.[9] Des recherches entreprises récemment par le gouvernement canadien ont également porté sur l'utilité des télédétecteurs aériens dans le maintien de la paix.[10]

Il est inutile d'indiquer que l'obstacle à l'engagement des États-Unis dans un régime de vérification en Amérique centrale vient de l'extrême méfiance qu'éprouvent les États-Unis à l'égard de l'ensemble du processus de recherche de la paix dans la région. Washington a l'impression que les participants aux négociations de Contadora et d'Esquipulas II n'ont pas tenu compte de ses préoccupations légitimes en matière de sécurité, ou au mieux, qu'ils en ont minimisé l'importance. Les États-Unis ont réagi en adoptant une attitude négative à l'égard de l'ensemble du processus, et ont plutôt tenté de faire rentrer le FSLN dans le rang à l'aide de leur propre politique du « bâton et de la carotte ». Toutefois on

note, actuellement, un certain optimisme dans les milieux concernés par le processus de paix pour ce qui est de la participation des États-Unis. Bien qu'elle n'appuie pas entièrement le processus de paix en Amérique centrale, l'administration du président Bush a néanmoins approuvé Esquípulas II et a semblé bien plus réceptive ces derniers mois aux pays qui, comme le Canada, oeuvrent activement pour faire avancer le processus de paix.

Si cette tendance devait se poursuivre, et si les États-Unis pouvaient voir qu'un accord de paix tiendrait compte de leurs trois objectifs déclarés concernant l'Amérique centrale (le départ du Nicaragua des conseillers du pacte de Varsovie et de Cuba, la fin des liens militaires nicaraguayens avec Moscou et La Havane, et la suppression de l'aide nicaraguayenne à la subversion en El Salvador et dans d'autres pays), il est concevable que les États-Unis puissent appuyer activement un processus de paix et un régime de vérification dans le cadre de ce processus. Cela pourrait s'avérer particulièrement vrai si les trois intervenants clés du régime de vérification étaient tous considérés comme étant des membres conservateurs de l'alliance occidentale et de bons amis des États-Unis. Il ne fait aucun doute que l'appui américain à un régime de vérification transformerait ses chances de succès, tout comme il ne fait aucun doute que l'aval politique des États-Unis au processus de paix augmenterait incommensurablement les chances d'atteindre les objectifs fixés.

Perspectives et conclusion

La présente étude n'avait pas pour objet d'énoncer de façon catégorique ce que devraient être les dispositions relatives à la vérification d'un éventuel régime de contrôle des armements en Amérique centrale. La communauté internationale est encore loin de savoir ce qu'un accord général de paix en Amérique centrale mettrait en jeu, même si l'on envisage avec optimisme les événements futurs. En outre, on est loin de savoir avec certitude quelle serait la forme finale d'un régime de contrôle des armements qui pourrait étayer efficacement un accord de paix. De toute évidence, il est encore plus difficile, en l'absence de ces documents de base et d'un mandat, de poursuivre et de discuter en détail de ce qui serait nécessaire en matière de vérification pour appuyer le régime de contrôle des armements. Par conséquent, nous avons cherché, dans le présent document, à produire une analyse générale de ce qu'il serait nécessaire de vérifier, de la manière dont on procéderait à la vérification et des pays qui pourraient assumer la responsabilité de la vérification.

Pour que la présente étude puisse être lue comme un tout, il a été nécessaire d'y inclure des données de base sur l'histoire et la géographie de la région, ainsi que le contexte et l'état actuel du processus de paix en Amérique centrale. On ne peut discuter d'un régime de contrôle des armements acceptable si l'on ne comprend pas les perceptions de menace qui expliquent la méfiance mutuelle et que devra surmonter un régime général de contrôle des armements. C'est pourquoi nous avons inclus une brève description des perceptions de menace dans les cinq républiques, ainsi que le point de vue des États-Unis sur le sujet, en espérant que cela aiderait à créer les conditions favorables à la discussion d'un régime possible de contrôle des armements.

Étant donné le caractère négatif que présente actuellement la situation en Amérique centrale en général, il est évidemment nécessaire de promouvoir les facteurs qui pourraient réduire les perceptions de menace dans les diverses capitales, et parvenir ainsi à des conditions favorables à un accord de paix éventuel et à une acceptation possible d'un régime de contrôle des armements.

Comme il a été soutenu ailleurs, il est possible d'établir un régime de contrôle des armements qui permettrait d'alléger les tensions et de réduire la méfiance mutuelle et qui pourrait jouer un rôle très important, en tant que mesure ou, plus logiquement, de série de mesures de restauration de la confiance, dans le contexte d'un accord de paix. Les faiblesses, hypothèses et limites qui marquent une telle étude et dont il a été brièvement question dans l'introduction, signifient qu'un certain nombre de questions dont on aurait aimé traiter n'ont pas été abordées. « L'étapisme » est un élément particulier de l'équation qu'il aurait peut-être été utile d'étudier, c'est-à-dire, l'idée que s'il est difficile d'établir un régime

général de contrôle des armements, ainsi qu'un système de vérification générale de ce régime, il pourrait être possible d'en arriver au moins à des accords locaux ou bilatéraux, ou à des accords plus limités entre certains sinon tous les intervenants de la scène centraméricaine. Cela devrait faire l'objet d'une autre étude, ou probablement de plusieurs études qui examineraient les situations individuelles de deux pays ou plus de la région ou, en fait, les contextes dans lesquels s'affrontent des gouvernements et des groupes rebelles.

En conclusion, une série de contrôles, de réductions, de modifications et, dans certains cas, d'améliorations des forces armées des pays d'Amérique centrale nécessitera un important système de vérification pour s'assurer qu'elles réduisent les tensions dans la région et contribuent au succès de l'évolution de la paix en Amérique centrale après la conclusion de l'accord. Les réductions toucheront les effectifs, le matériel et les armements, ainsi que le nombre et le rôle des conseillers étrangers. Elles seront accompagnées de la vérification d'une grande gamme d'activités, notamment les manoeuvres et le déploiement, qui se produiront sur une vaste superficie et qui toucheront les activités terrestres, aériennes et navales des forces armées de la région. De telles réductions auront des répercussions politiques importantes à l'intérieur des pays concernés, et il est à espérer qu'elles auront les effets favorables prévus sur le plan international. Il est possible que ces réductions soient accompagnées d'augmentations précises des ressources, particulièrement dans le cas des ressources antichars et antiaériennes ainsi que du génie.

Dans ce contexte, l'organisme de vérification devra surveiller toute une gamme d'activités, notamment la réduction des effectifs et du matériel, le départ des conseillers, les achats d'armes et de matériel, les activités frontalières et les manoeuvres, les déploiements et les entreprises susceptibles de favoriser la subversion dans les États voisins.

La combinaison de patrouilles terrestres, navales et aériennes, les inspections, les enquêtes sur les plaintes, la surveillance des systèmes, l'observations des manoeuvres, la présence aux quartiers généraux de l'état-major et le maintien des communications exigeront, en conjonction avec toutes les activités de soutien qui leur sont associées, un important effort de vérification dans une situation très complexe. Les difficultés techniques, le terrain, le temps, et l'opposition locale s'ajouteront à cette complexité et feront du travail une opération extrêmement ardue.

Trois pays ont déjà offert leur assistance, et dans ce groupe, le Canada a été au premier plan. Il sera nécessaire d'obtenir l'aide financière, militaire et diplomatique d'autres pays, pour atteindre les objectifs de vérification qui seront probablement énoncés dans le document formulant le mandat éventuel. Par ailleurs, il serait conseillé de limiter le nombre total de pays menant cette opération afin d'éviter la confusion et les complications additionnelles de toutes sortes au travail

de l'organisme en général, et des missions d'observation en particulier. Les ressources de télédétection aériennes (satellites et aéroportées) ajoutées aux effectifs de l'armée de l'air, de la marine et de l'armée de terre ainsi qu'à l'équipement fourni peuvent être très utiles, comme cela a été le cas dans le passé pour d'autres activités de vérification et de maintien de la paix ailleurs. On pourrait regretter le peu de cas que l'on fait d'une telle option qui aurait pu offrir des solutions de rechange intéressantes à l'incertitude d'une aide américaine en matière de surveillance par satellite. Il faudra aussi indiquer clairement aux pays centraméricains les conséquences pour eux-mêmes d'une telle opération de vérification et de telles missions d'observation.

Il est évident que la tâche ne sera pas facile et, tel que mentionné, il faudra faire preuve de tact et de diplomatie à tous les niveaux, et bien comprendre les risques courus. Néanmoins, avec un accord général et le mandat précis qui en découlera habilitant un organisme de vérification à assumer les tâches associées à la vérification du régime de contrôle des armements issu de cet accord, il n'y a aucune raison que l'application de cette méthode éprouvée pour réduire les tensions et restaurer la confiance entre les pays ne contribue dans une large mesure à l'établissement de la paix en Amérique centrale.

NOTES

1. Lars Schoultz. *National Security and United States Policy in Latin America.* (Princeton: Princeton University Press, 1987).

2. Dans « Vérification d'un accord de paix en Amérique centrale », Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements nº 2 (Ottawa, ministère des Affaires extérieures, 1989), l'auteur suggère d'inclure ce qui suit sous les rubriques mentionnées :

Au niveau des gouvernements et des quartiers-généraux

1) surveillance des préavis relatifs aux manoeuvres nationales;
2) surveillance des préavis relatifs aux manoeuvres internationales concernant uniquement des pays de la région;
3) surveillance des préavis relatifs aux manoeuvres internationales concernant des pays de l'extérieur;
4) surveillance des dates de ces manoeuvres; et
5) dans la mesure du possible, vérification de l'application de la disposition des accords de paix interdisant l'intimidation.

Sur le terrain

1) vérification des limites imposées aux niveaux des armements et aux effectifs;
2) vérification des limites imposées au nombre et à la durée des exercices effectués;
3) vérification des zones où se déroulent les exercices;
4) vérification de la nationalité des soldats participant aux exercices;
5) vérification des expéditions d'armes aux pays signataires;
6) vérification des expéditions d'armes aux forces irrégulières;
7) vérification des dispositions visant la cessation de l'aide aux forces irrégulières;
8) vérification du départ des militaires et conseillers étrangers; et
9) vérification de l'utilisation des territoires nationaux par les forces régulières.

Infrastructure des systèmes

1) mise en place d'un système régional de communications entre les gouvernements, les forces armées, les organismes nationaux concernés et la Commission de vérification et de contrôle; et
2) mise en place d'un système de liaison entre les susmentionnés.

Recherche

1) établir des niveaux appropriés de mesures sur le plan militaire pour les signataires en ce qui a trait aux armements et aux effectifs; et
2) préparer des évaluations de critères et de valeurs en vue de chiffrer l'exigence précédente.

3. H. P. Klepak. « Vérification d'un accord de paix en Amérique centrale. » Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements, nº 2 (Ottawa, ministère des Affaires extérieures, 1989).

4. Josef Goldblat et Victor Millan. « Le contrôle des armements en Amérique centrale », *Arms Control*. viii, 1, (mai 1987), p. 78.

5. Pour avoir une brève description du tableau naval en Amérique centrale, ainsi que des implications d'un contrôle des armements de la marine dans la région, voir Michael A. Morris. *Expansion of Third World Navies*. p. 194 et 195.

6. Canada. *Overhead Remote Sensing for United Nations Peacekeeping*. (Ottawa, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, avril 1990).

7. *Supra*, note 3.

8. *Ibid*.

9. Brian Mandell. « L'expérience du Sinaï: quelques leçons en matière de méthodes pluralistes de vérification du contrôle des armements et de gestion des risques. » Ottawa, Étude sur la vérification du contrôle des armements, nº 3, (Ottawa, ministère des Affaires extérieures, septembre 1987).

10. *Supra*, note 6.

Annexe A

Chronologie des événements politiques et militaires — 1962 à 1989

1962

Carlos Fonseca Amador fonde le Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN).

1969

La guerre éclate entre le Honduras et El Salvador.

1975

Le Honduras commence à acheter les premiers avions à réaction de haute performance obtenus par un pays d'Amérique centrale en commandant des avions de combat Super Mystère B.2 de la France.

1977

El Salvador entreprend une expansion d'envergure des forces armées.

1978

La guerre civile prend de l'ampleur au Nicaragua.

1979

La victoire du FSLN dans la guerre civile amène au pouvoir un régime de gauche au Nicaragua au sein duquel sont fortement représentés les secteurs politiques plus modérés.

1981

Janvier : en El Salvador, « l'offensive finale » du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) dans la guerre civile se solde par un échec de la guérilla.

Septembre : Le Mexique et la France proposent un plan conjoint de paix au Honduras, au Nicaragua et aux États-Unis.

1982

Le Honduras complète l'acquisition de 17 chars légers (Scorpions et Scimitars) au Royaume-Uni.

El Salvador continue à augmenter ses forces : ses effectifs s'élèvent à 16 000 l'année suivante.

Le Nicaragua triple ses forces au cours des douze mois suivants, et le pays commence à acquérir un grand nombre de chars.

1983

Janvier : Le Groupe de Contadora est formé lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, en vue de trouver une solution négociée aux conflits centraméricains.

17 juillet : Déclaration de Cancun. Le Groupe de Contadora demande à la communauté internationale de favoriser le processus de paix en Amérique centrale et invite le président Reagan et Fidel Castro à s'associer aux négociations.

Septembre : Les représentants du gouvernement et les insurgés salvadoriens se rencontrent à Bogota.

7-9 septembre : Les États d'Amérique centrale et les pays du Groupe de Contadora signent un document énonçant les objectifs du Groupe de Contadora.

21 septembre : Les gouvernements centraméricains ratifient les 21 points contenus dans le Document énonçant les objectifs du Groupe de Contadora.

1984

Le Costa Rica entreprend d'augmenter de 40% les forces de la garde civile.

Mai : Le démocrate-chrétien Napoleon Duarte est élu président d'El Salvador.

Juin : Les États centraméricains accueillent tous favorablement le projet d'accord de Contadora. Des négociations s'engagent à Manzanillo entre le Nicaragua et les États-Unis.

Juillet : Une assemblée constituante est élue au Guatemala.

Septembre : Les ministres des Affaires étrangères de la CEE, des pays du Groupe de Contadora, des États centraméricains, de l'Espagne et du Portugal se rencontrent pour la première fois à San José au Costa Rica.

Octobre-novembre : Rencontres entre les représentants du gouvernement et des insurgés salvadoriens.

Novembre : Élections présidentielles et législatives au Nicaragua.

1985

Le Nicaragua double presque ses forces blindées en chars et fait plus que doubler l'ensemble des effectifs de troupes.

Janvier : Les États-Unis se retirent du dialogue de Manzanillo avec le Nicaragua.

Mai : Les États-Unis décrètent un embargo commercial contre le Nicaragua.

Juillet : Le Groupe d'appui de Contadora est constitué à Lima par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay.

Août : Dans le Communiqué de Cartagena, le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui mettent l'accent sur la nécessité d'instaurer la paix dans la région centraméricaine.

Septembre : Les représentants du gouvernement et des insurgés salvadoriens se rencontrent à Bogota.

Novembre : Deuxième rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE, des États d'Amérique centrale, des pays du Groupe de Contadora, de l'Espagne et du Portugal. Le libéral José Azcona Hoyo est élu président du Honduras.

Décembre : Le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo est élu président du Guatemala.

1986

Janvier : La Déclaration de Caraballeda rend compte des efforts accrus déployés par le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui pour l'instauration de la paix, de la sécurité et de la démocratie dans la région.

Mai : Premier sommet des cinq présidents centraméricains (Esquípulas I). La Déclaration d'Esquípulas est bien accueillie par les principaux groupes internationaux intéressés.

Juin : La Cour internationale de Justice se prononce en faveur du Nicaragua et contre les États-Unis dans l'affaire des actes hostiles commis par ces derniers.

Novembre : Le scandale de l'Iran-Contragate éclate.

Décembre : Les Nations Unies condamnent l'embargo commercial et les activités militaires des États-Unis contre le Nicaragua.

1987

Janvier-février : Le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de l'OEA entreprennent une mission de paix en Amérique centrale.

Février : Troisième rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE, des pays du Groupe de Contadora et des États d'Amérique centrale. Quatre présidents de pays d'Amérique centrale se rencontrent, en l'absence du président Ortega du Nicaragua, qui n'est pas invité. Le président Arias du Costa Rica présente un plan de paix.

Août : Deuxième sommet des cinq présidents centraméricains, qui signent l'accord d'Esquípulas II, ou accord du Guatemala, intitulé « Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale ». Pour vérifier l'application de l'accord, une commission internationale de vérification et de suivi (CIVS) est créée, composée de 13 ministres des Affaires étrangères (pays membres du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui et cinq États d'Amérique centrale) ainsi que du Secrétaire général de l'OEA et d'un représentant des Nations Unies.

Octobre : Levée d'un ensemble de mesures de contrôle de la presse au Nicaragua. Approbation d'un traité portant sur la création d'un parlement centraméricain. Les représentants du gouvernement salvadorien et les insurgés se rencontrent grâce à la médiation de Monseigneur Arturo Rivera y Damas. Les représentants du gouvernement et les insurgés guatémaltèques tiennent des discussions à Madrid.

Novembre : Activités relatives à l'accord d'Esquípulas II dans les cinq pays centraméricains.

Décembre : Tenue à Saint-Domingue de deux séries de négociations indirectes entre le FSLN et les contras.

1988

Janvier : La CIVS effectue une tournée d'inspection en Amérique centrale et dépose son rapport le 12 janvier.

15-16 janvier : Esquípulas III. Les présidents centraméricains réaffirment les engagements d'Esquípulas II et abolissent la CIVS.

Janvier-février : Tenue des deux premières séries de négociations directes entre le FSLN et les contras.

28 février-1er mars : Quatrième rencontre des ministres des Affaires étrangères des pays de la CEE, des États d'Amérique centrale et des pays du Groupe de Contadora à Hambourg. La CEE appuie le plan de redressement prévu pour l'Amérique centrale.

Mars : Le FSLN et les contras concluent l'accord de Sapoá, qui prévoit un cessez-le-feu au Nicaragua.

Juin : Les discussions entre le FSLN et les contras se heurtent à des difficultés, mais le cessez-le-feu se maintient malgré quelques violations mineures.

1989

Janvier : Le FMLN propose de cesser le combat armé et de participer aux élections à condition que des garanties concernant la sécurité soient offertes, que les élections soient différées et le processus électoral réformé, et qu'il ne soit pas permis aux États-Unis d'en influencer le résultat. L'Administration Bush remplace l'Administration Reagan.

Février : L'Accord de Tesoro Beach inclut des mesures additionnelles de démocratisation touchant surtout le Nicaragua, et demande une action commune pour régler le problème des contras.

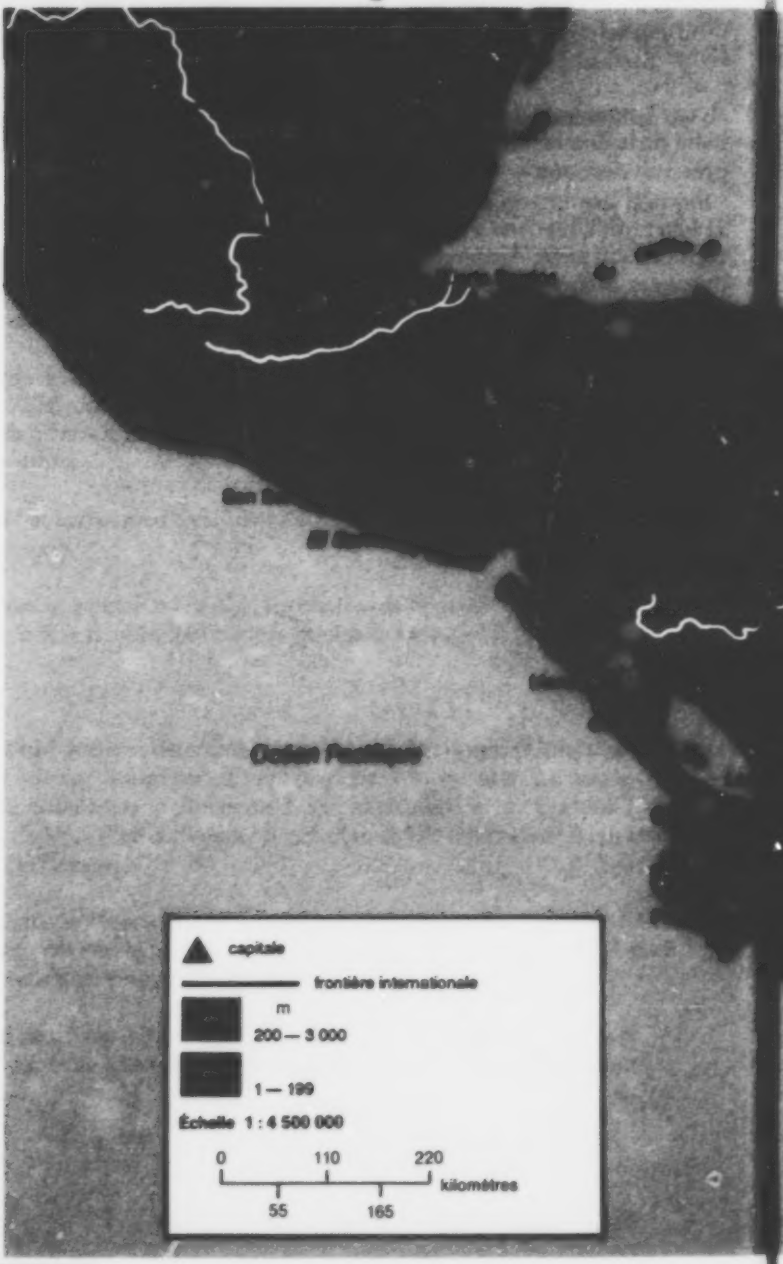
Mars : Le parti de droite ARENA remporte les élections présidentielles en El Salvador. Il contrôle les pouvoirs législatif et exécutif du gouvernement.

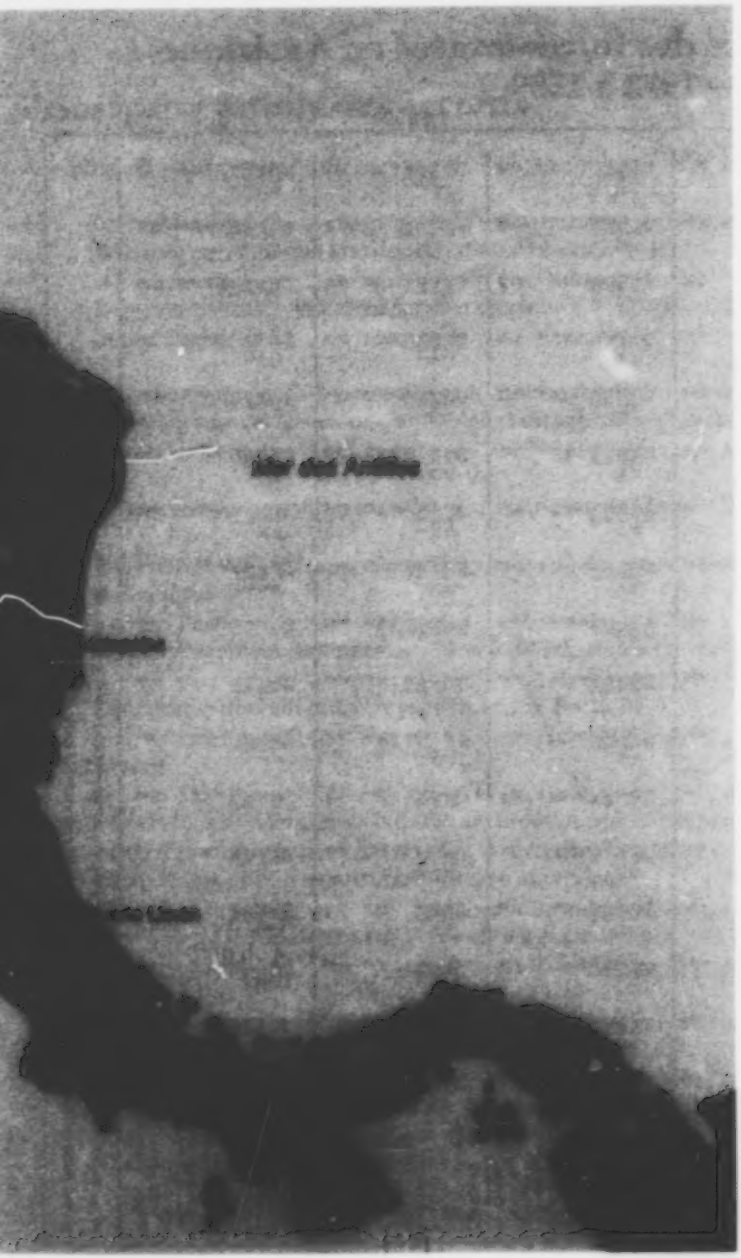
Mai : Deuxième tentative de coup d'État en douze mois au Guatemala. Le Général Noriega du Panama entreprend d'annuler les résultats des élections présidentielles de ce pays. Les États-Unis renforcent leur présence militaire dans la zone du Canal.

Août : Les accords de Tela comprennent des dispositions relatives à un accroissement de la démocratie au Nicaragua et à des efforts précis pour éliminer la présence des contras au Honduras.

Octobre : Célébrations du Centenaire de la démocratie à San José. Profond désaccord évident entre Washington et Managua. Le président Ortega annonce la fin du cessez-le-feu avec les contras.

Annexe B — Carte de l'Amérique centrale





Annexe C

Croissance des forces armées en Amérique centrale — 1972 à 1989

n.d. non disponible en raison des changements de catégories des composantes rendus dans *Military Balance* 1988-1989.

Source : extrait de *Military Balance, 1972-1973* à *1988-1989* de l'*Institut international d'études stratégiques*.

Annexe D

Principaux points des accords

Accord de Sapoá

- Les contras doivent se rassembler avec leurs armes dans un certain nombre de zones pendant que les négociations se poursuivent;
- Le gouvernement doit accorder une amnistie à 3 300 prisonniers en deux étapes;
- Le gouvernement doit permettre aux contras de recevoir une « aide exclusivement humanitaire » pourvu qu'elle soit acheminée par la voie d'organismes neutres.
- Le gouvernement doit « garantir sans restriction la liberté d'expression ».
- Les contras doivent pouvoir participer au « dialogue national » d'Esquípulas.
- Le gouvernement doit permettre aux exilés de retourner librement.
- Les contras doivent pouvoir participer aux élections.

Tesoro Beach

- Les élections générales au Nicaragua, prévues pour novembre 1990, sont ramenées au 25 février 1990 au plus tard, sauf si le régime sandiniste et les partis d'opposition s'entendent sur une autre date.
- Révision de la législation sur les élections et sur la liberté de presse et d'information;
- Libération de prison des 1 600 à 1 700 anciens gardes nationaux et d'environ 1 400 contras;
- Élaboration dans les 90 jours d'un « plan commun aux fins de la démobilisation, du rapatriement de plein gré ou de la réinstallation » d'environ 11 000 contras et de leurs familles qui se trouvaient dans des camps dans le sud du Honduras.

Accords de Tela

- Entente sur la mise à exécution du démantèlement des camps rebelles de contras nicaraguayens au Honduras le 5 décembre 1989 au plus tard;

- Aide à la démobilisation de toutes les parties participant au conflit armé de la région;

- Création par l'OEA et l'ONU d'une « Commission internationale d'appui et de suivi (CIAS) » dans les 90 jours suivant l'Entente visant à surveiller la démobilisation dans la région.

Bibliographie

Aravena, F.R. et L.G.S. Rivera. *Subditos o aliados?* San José; Editorial Porvenir, 1988.

Aguilera, Gabriel. *El Fusil y el olivo.* San José, FLACSO, 1989.

Bagley, Bruce M. *Contadora and the Diplomacy of Peace in Central America.* Boulder: Westview, 1987 (2 vol.).

Best, Edward. *US Policy and Regional Security in Central America.* Aldershot (R.-U.), IISS, 1987.

Black, Jan K. *Sentinels of Empire,* New York, Greenwood, 1986.

Bulmer-Thomas, Victor. *The Political Economy of Central America.* Cambridge: Cambridge University Press, 1987.

Burns, E., Bradford. *At War in Nicaragua,* New York, Harper and Row, 1987.

Caceres, P et al. *El Salvador: una historia sin lecciones.* San José: FLACSO, 1988.

Calvert, Peter. *The Central American Security System: North-South or East-West?* Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

Canada, Comité spécial de la Chambre des communes sur le processus de pacification en Amérique centrale, Appui au Groupe des Cinq, Ottawa, 1988.

Canada, Ministère des Affaires extérieures. *La vérification sous tous ses aspects.* Ottawa, 1986.

Centre québécois de relations internationales. *L'Amérique centrale : Pouvoirs régionaux et enjeux mondiaux.* Québec, Collection Choix, 1986.

Child, Jack, éd. *Conflict in Central America.* New York, St. Martin's Press, 1987.

Cirincione, Joseph, éd. *Central America and the Western Alliance.* New York, Holmes and Meier, 1985.

Comblin, Joseph. *Le pouvoir militaire en Amérique latine.* Paris, Delarge, 1977.

Contreras, Carlos Lopez. *Las negociaciones de paz: mi punto de vista*. Tegucigalpa: Imprenta Lithopress, 1984.

Dosman, Edgar J. « Latin America and the Caribbean, The Strategic Framework — A Canadian Perspective ». Ottawa, ministère de la Défense nationale, avril 1984, OREA Extra-Mural Paper nº 31.

English, Adrian J. *Armed Forces of Latin America*. London, Jane's 1984.

Ethell, Lieutenant-Colonel D.S. « Central America Peacekeeping Observation Organization ». Ébauche d'un document non publié, Ottawa, 1987.

Falcoff, Mark, et Robert Royal. *Crisis and Opportunity*. Washington, Ethics and Public Policy Center, 1984.

Fauriol, Georges. *Latin American Insurgencies*. Washington, National Defense University, 1985.

FLACSO. *La crisis centroamericana*. San José, EDUCA, 1984.

Foss, Christopher F.,éd. *Jane's Armour and Artillery 1986-87* (VIIth Edition). London, Jane's, 1986.

Goldblat, Jozef et Victor Millan. « Arms Control in Central America », *Arms Control*. VIII, nº 1, mai 1987.

Gomariz, Enrique, éd. *Balance de una esperanza: Esquípulas II —un año despues*. San José, FLACSO, 1988.

Gutierrez, Carlos José. *Neutralidad y democracia combativa*. San José, CEPAL, 1987

Hamilton, Nora et al, éd. *Crisis in Central America: Regional Dynamics and US Policy in the 1980s*. Boulder, Westview, 1988.

International Peace Academy. *Peacekeeper's Handbook*. New York, Pergamon, 1984.

Jimenez, Fernando Volio. *El militarismo en Costa Rica y otros ensayos*. San José, Libro Libre, 1985.

Klepak, Harold P. *Vérification d'un accord de paix en Amérique centrale*. Ottawa, ministère des Affaires extérieures, 1989, Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements, nº 2.

_____. « L'Impact de la guerre de basse intensité sur les forces armées de l'Amérique centrale depuis la Deuxième Guerre mondiale, » *Revue Internationale d'Histoire Militaire*. 1989.

Lafeber, Walter. *Inevitable Revolutions*. New York, Norton, 1983.

Leiken, Robert S., et B. Rubin. *The Central American Crisis Reader*. New York: Summit, 1987.

Lowenthal, A. et J.S. Fitch, éd. *Armies and Politics in Central America*. New York : Holmes and Meier, 1986.

MacDonald, Brian, éd. *Canada, the Caribbean, and Central America*. Toronto: CISS, 1986.

Mandell, Brian. « L'expérience du Sinaï : Quelques leçons en matière de méthodes pluralistes de vérification du contrôle des armements et de gestion des risques. » Études sur la vérification du contrôle des armements nº 3, Ottawa, ministère des Affaires extérieures, 1987.

Silva Michelena, José A. Paz, *Seguridad y Desarrollo en América Latina*. Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1987.

Morris, M.A. *Expansion of Third World Navies*. London: MacMillan, 1987.

Morris, M.A. et Victor Millan. *Controlling Latin American Conflicts: Ten Approaches*. Boulder: Westview, 1986.

North, Liisa. « Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale. » Ottawa: Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1987.

Pierre, Andrew. *Third World Instability: Central America as a European-American Issue*. New York: New York University Press, 1985.

Rouquié, Alain. *Amérique latine: Introduction à l'Extrême-Occident*. Paris, Seuil, 1987.

Schooley, Helen. *Conflict in Central America*. London, Longman, 1987.

Schoultz, Lars. *National Security and US Policy in Latin America*. Princeton, Princeton University Press, 1987.

Schulz, Donald E. et Douglas H. Graham. *Revolution and Counterrevolution in Central America and the Caribbean*. Boulder: Westview, 1984.

Sherman, Peter et P. Williams, éd. *The Superpowers, Central America, and the Middle East*. London, Brassey's, 1988.

Varas, Augusto (éd.). Paz, *Desarme y Desarollo en América Latina*. Buenos Aires, GEL, 1987.

Vejar, Rafael Guidos. *Ascenso del militarismo en El Salvador*. San Salvador: EDUCA, 1982.

Wiarda, Hoeard. *Rift and Revolution*. Washington, AEIPPR, 1984.

Yopo, B., R., Russel et J. Tokathian. *La Unió n sovietica y argentina frente a la crisis centroamericana*. San Jose: FLACSO, 1987.

Études ponctuelles sur la vérification du contrôle des armements

N° 1 Garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Observations sur les leçons applicables à la vérification découlant d'une convention sur les armes chimiques, par James F. Keeley, novembre 1988

N° 2 Vérification d'un accord de paix en Amérique centrale, par H.P. Klepak, février 1989.

N° 3 International Atomic Energy Agency Safeguards as a Model for Verification of a Chemical Weapons Convention, par H. Bruno Schiefer et James F. Keeley, éd. juillet 1989 (publié en anglais seulement)

N° 4 Le contrôle des armements conventionnels et le désarmement en Europe : Un modèle pour l'appréciation de l'efficacité du système de vérification, par James W. Moore, mars 1990